



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



DYNAMIQUE DES PERFORMANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉFIS DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE AU SEIN DE LA CEDEAO

RAPPORT NATIONAL



Cabo Verde



M. JOSÉ AGNELO SANCHES

MARS 2026



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

DYNAMIQUE DES PERFORMANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉFIS DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE AU SEIN DE LA CEDEAO

RAPPORT NATIONAL

Cabo Verde



M. José Agnelo Sanches

Chef de mission

TABLE DES MATIÈRES

Abstract	iii
Messages clés	v
Introduction	vi
Chapitre 1 : Performances socioéconomiques récentes et perspectives	1
1.1 Revue des développements socioéconomiques récents	1
1.2 Une analyse de la divergence ou/et de la convergence de la valeur projetée des indicateurs socioéconomiques de l'édition 2024 de l'EREO et de la valeur réelle en 2024	20
Chapitre 2 : Performance macroéconomique et perspectives de 2025 à 2027 (accent mis sur les principaux moteurs du développement socioéconomique)	22
2.1. Secteur réel	22
2.2. Le scénario macroéconomique et les finances publiques globales	25
2.3. Secteur Externe	27
2.4. Les défis nationaux	28
2.5. Analyse des perspectives macroéconomiques au regard du contexte international	29
Chapitre 3 : L'État de la sécurité alimentaire (ou de l'insécurité alimentaire) au cabo verde, de 2015 à 2025	32
3.1. Examen de la Déclaration et des engagements de Maputo, Malabo et Kampala	39
3.2. Sécurité Alimentaire et défis de l'intégration régionale	40
3.3. Analyse SWOT de la politique de sécurité alimentaire et de l'architecture institutionnelle au Cabo Verde	42
Conclusion et recommandations	45
Références	47

ABSTRACT

O contexto econômico internacional de Cabo Verde em 2025 foi, de modo geral, favorável, caracterizado pela estabilidade do crescimento econômico global e por uma recuperação modesta da atividade econômica entre os principais parceiros do país, particularmente a Zona do Euro e o Reino Unido. No plano interno, espera-se que a atividade econômica do país permaneça dinâmica em 2025, graças, entre outros fatores, aos setores de turismo e construção civil. Esta nota sobre o país analisa os recentes desenvolvimentos socioeconômicos, apresenta perspectivas, visa contribuir para uma melhor compreensão da relação de causa e efeito entre segurança alimentar e integração regional no âmbito da CEDEAO e identifica seus pontos fortes, pontos fracos, oportunidades e ameaças.

As perspectivas de Cabo Verde continuam sólidas, com uma previsão de crescimento de 5,5% em 2025, convergindo para 5,0% até 2027. Espera-se que a inflação permaneça próxima de 2%, enquanto a conta corrente voltará a apresentar um déficit de -1,3% do PIB em 2025 e se ampliará para -2,4% em 2026. No entanto, essas perspectivas estão sujeitas a riscos como a incerteza global, tensões comerciais e desafios de financiamento externo, enquanto o aumento dos gastos com clima e infraestrutura, bem como uma desaceleração no crescimento do turismo, poderiam contribuir ainda mais para os desequilíbrios.

A Nota sobre o País enfatiza a ligação entre segurança alimentar e integração regional, examinando até que ponto a situação da segurança alimentar em Cabo Verde poderia ser amenizada no âmbito da integração regional na CEDEAO. Nessa perspectiva, serão consideradas as seguintes questões.

- a) Quais são os principais desafios para a segurança alimentar na região da CEDEAO e como eles podem ser enfrentados? a. Qual é a natureza dos desafios regionais e como eles podem ser compreendidos? São estruturais e/ou cíclicos? b. Até que ponto as soluções propostas são adequadas para enfrentar os desafios regionais?
- b) Como as políticas e iniciativas de integração regional podem complementar as iniciativas nacionais para enfrentar esses desafios? Em outras palavras, qual é a coerência do diálogo entre as políticas regionais e nacionais para garantir tanto a segurança alimentar quanto a integração regional?



- c) Quais são os possíveis mecanismos de integração regional que podem ser acionados para alcançar a segurança alimentar na região da CEDEAO?
- d) Que formas inovadoras de financiamento deveriam ser promovidas para incentivar uma maior participação do setor privado na facilitação da conquista da segurança alimentar no contexto de uma integração regional mais forte?



MESSAGES CLÉS

Le Cabo Verde a connu en 2024 des performances économiques assez significatives ; le tourisme y ayant contribué énormément. Toutefois, des vulnérabilités structurelles persistent, notamment le niveau élevé de la dette publique, les risques liés aux entreprises d'État et un modèle de croissance centré sur le tourisme. Les perspectives sont favorables, mais soumises à des risques, principalement liés à la performance des entreprises d'État, aux incertitudes mondiales et au changement climatique.

La croissance économique en 2024 a été à hauteur de 7,2 %, alimentée par le tourisme, avec une faible inflation de 1,0 % et un excédent de la balance courante.

Les perspectives du Cabo Verde restent déterminantes, avec une croissance de 5,5 % attendue en 2025 et une convergence vers 5,0 % d'ici 2027. L'inflation devrait avoisiner 2 %, tandis que le compte courant renouerait avec un déficit de -1,3 % du PIB en 2025 et se creuserait à -2,4 % en 2026.

Les risques découlent de l'incertitude mondiale, des tensions commerciales et des défis liés au financement extérieur, tandis que l'augmentation des dépenses en matière de climat et d'infrastructures, ainsi que le ralentissement de la croissance du tourisme, pourraient contribuer davantage aux déséquilibres.

En ce qui concerne la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, les défis de la sécurité alimentaire au développement socio-économique de Cabo Verde se situent en général, à trois niveaux, à savoir : défis de la fréquence accrue des chocs climatiques, les chocs mondiaux sur les prix et la sous-alimentation. Étant un pays insulaire, le Cabo Verde, fait face à des défis spécifiques d'expertise technique et d'ordre logistique.



INTRODUCTION

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée en 1975 avec pour mandat de promouvoir la coopération économique et l'intégration dans tous les domaines économiques entre les États membres. Les États membres fondateurs de la CEDEAO, ont été fermement convaincus que l'intégration régionale est l'un des mécanismes les plus efficaces pour stimuler la prospérité de la région en conjuguant les efforts visant à assurer des politiques et des programmes de développement régional harmonisés et durables.

En vue de réaliser les objectifs des pères fondateurs, la Vision 2050 de la CEDEAO, fournit une feuille de route vers la transformation de la région d'une « CEDEAO des États » à une « CEDEAO des peuples, vivant dans la paix et la prospérité pour tous ». En dépit des efforts consentis et des réalisations acquises à ce jour, on pense toujours que la CEDEAO a encore beaucoup à faire pour atteindre pleinement l'objectif d'établir une région sans frontières et intégrée, avec un marché commun qui permet la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Comme il a été souligné dans les documents conceptuels de la recherche, l'objectif des Perspectives Économiques Régionales de la CEDEAO, est d'améliorer la production de recherches socio-économiques appliquées de haute qualité et d'analyses politiques, abordant les piliers de la Vision 2050 de la CEDEAO, en vue d'informer les décideurs politiques sur le développement économique de la région. Cela devrait leur permettre de prendre des décisions éclairées pour relever les défis socio-économiques de la région. Il améliorerait également l'efficacité et la performance de la Commission de la CEDEAO dans la gestion des économies des États membres, sur la base d'une surveillance efficace de leurs économies.

En utilisant les rapports par pays produits par les États membres de la CEDEAO, l'édition 2024 du document sur les Perspectives Économiques Régionales (PERC), a discuté des récents développements économiques mondiaux et régionaux et de leurs implications sur la région de la CEDEAO ainsi que de la nécessité de la nécessité pour la région de se concentrer sur la gestion des défis découlant des chocs économiques mondiaux ainsi que

des tensions géopolitiques. Le PERC a également analysé la situation budgétaire et monétaire de la région, l'État de droit avec leurs implications sur leurs indicateurs de performance socio-économique. L'édition 2024 a également fourni une analyse approfondie des infrastructures de transport et de communication en tant que catalyseurs de l'intégration économique régionale dans la CEDEAO. L'un des principaux défis auxquels sont confrontées les infrastructures de la région est que cette dernière souffre toujours de réseaux de transport sous-développés caractérisés par des coûts élevés qui peuvent constituer un fardeau pour les entreprises ; ce qui rend plus difficile l'efficacité et la compétitivité sur le marché mondial.

Le cadre conceptuel pour l'édition 2025, souligne qu'il constitue une analyse de suivi de l'édition 2024 et du rapport de divers États membres. Le thème de cette édition « *La sécurité alimentaire et les défis de l'intégration régionale dans l'espace CEDEAO* ». Le thème est donc consacré à l'examen des questions critiques relatives à la sécurité alimentaire dans la région de la CEDEAO et à la manière dont les défis de l'insécurité alimentaire peuvent affecter les efforts d'intégration de la CEDEAO.

L'objectif général de cette étude dans le cadre de l'édition 2025 du rapport PERC, est d'examiner les questions critiques relatives à la sécurité alimentaire au Cabo Verde et à la manière dont les défis de l'insécurité alimentaire peuvent affecter les efforts d'intégration de la CEDEAO. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Collecter des données pertinentes pour renseigner la matrice de données afin de recueillir des informations pour l'élaboration de l'édition 2025 des perspectives économiques régionales ;
- Analyser la divergence ou/et la convergence des valeurs de la valeur projetée des indicateurs socio-économiques de l'édition 2024 de l'EREO et de la valeur réelle en 2024 ; dimension politique et justification macroéconomique de la divergence et de la convergence ;
- Analyser les implications possibles de trois développements majeurs de 2025 sur les perspectives socio-économiques du Cabo Verde pour la période 2025-2027 : a) les récentes politiques restrictives par rapport aux immigrants, particulièrement aux États Unis; b) guerre tarifaire mondiale déclenchée par les hausses de droits de



douane aux États-Unis ; et c) retrait officiel du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO ;

- Formuler des recommandations pour la gestion des implications possibles de ces développements ;
- Analyser l'état de la sécurité alimentaire au Cabo Verde en prenant en compte la Déclaration de Maputo et les défis que l'insécurité alimentaire pourrait poser non seulement au pays, mais aussi aux efforts d'intégration régionale de la CEDEAO dans son ensemble ;
- Identifier les facteurs clés (structurels et cycliques) qui entravent la réalisation de la sécurité alimentaire au Cabo Verde (si la sécurité alimentaire est un défi) ;
- Effectuez une analyse SWOT de l'architecture de la sécurité alimentaire du Cabo Verde

Pour atteindre les objectifs de la mission, la démarche méthodologique a été participative dans les phases de revue documentaire d'une part et de collecte des données d'autre part.

Le présent rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre analyse, les performances macroéconomiques et socioéconomiques récentes du Cabo Verde e, le deuxième, les perspectives pour la période 2025-2027. Quant au troisième chapitre, il présente l'état des lieux sur la sécurité alimentaire au Cabo Verde.

CHAPITRE 1 : PERFORMANCES SOCIOÉCONOMIQUES RÉCENTES ET PERSPECTIVES

L'économie cap-verdienne connaît une croissance pérenne depuis la récession de 2020 avec des performances macroéconomiques consistantes. Celles-ci garantissent le respect des critères de convergences sous-régionales, ainsi que la stabilité de la parité fixe entre l'Escudos du Cabo Verde (CVE) et l'Euro. Les valeurs monétaires sont exprimées en CVE et à partir d'un taux de change moyen annuel pour 2025, soit 1 USD = 97,86 CVE¹.

1.1 Revue des développements socioéconomiques récents

Cette section présente une analyse actualisée de la dynamique récente des secteurs réel, fiscal, monétaire, extérieur et social et de la gouvernance au Cabo Verde.

1.1.1 Secteur réel

En 2024, l'économie nationale a bénéficié d'un environnement externe favorable, marqué par la stabilité de la croissance mondiale, la reprise modérée de l'activité dans la zone euro et au Royaume-Uni, ainsi que par la baisse de l'inflation qui, conjuguée à l'évolution positive des revenus nominaux, a renforcé le pouvoir d'achat des ménages.

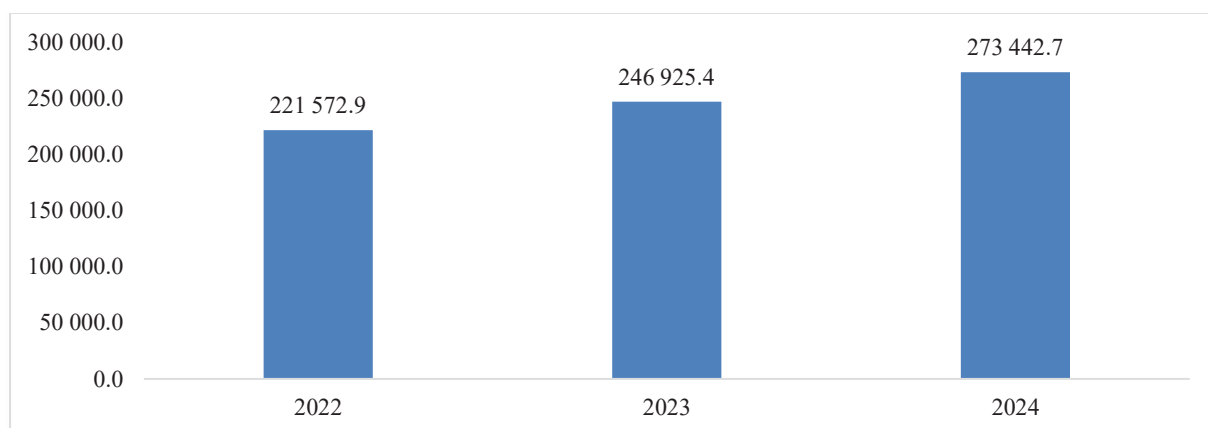
Le PIB réel du Cabo Verde connaît une hausse régulière ces trois dernières années comme l'indique la figure 1 ci-dessous. De 221 572,9 millions de CVE (USD : 2 113,0 millions) en 2022, le PIB réel est passé à 273 442,7 millions de CVE (USD ; 2 682,9 millions) en 2024.

¹ Taux de Change :

<https://www.bcv.cv/pt/Estatisticas/Quadros%20Estatisticos/taxasdecambio/Paginas/TaxasdeC%C3%A2mbio.aspx>



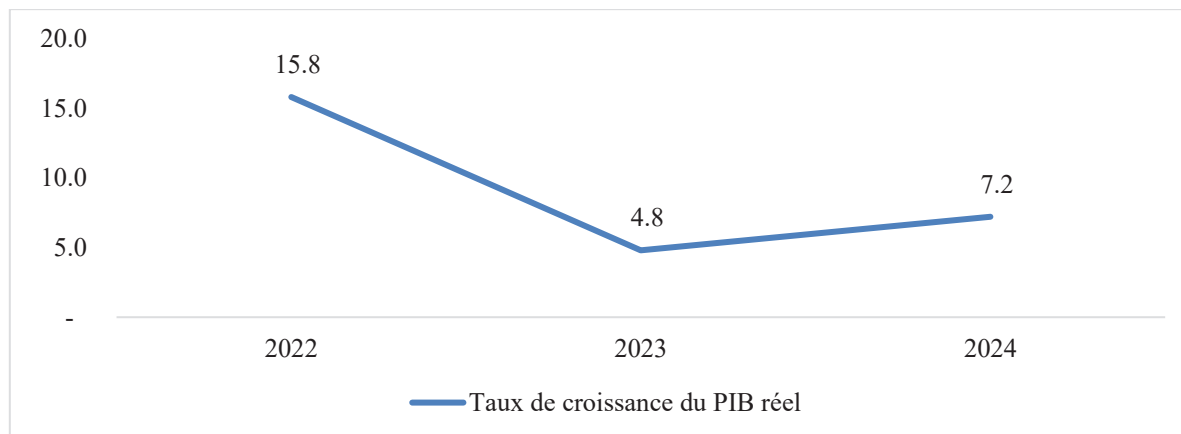
Figure 1 : Produit intérieur brut (PIB) à prix constants, 2022-2024 (en millions de CVE)



Source : Institut national de la statistique (INE)

Dans ce contexte, le PIB en volume a enregistré une croissance de 7,2 % en 2024 (contre 4,8 % en 2023), selon les données de l'Institut National de la Statistique (INE).

Figure 2 : Taux de croissance annuel du PIB réel (%), 2022-2024



Source : Institut national de la statistique (INE)

Du côté de la demande, le dynamisme économique a été soutenu principalement par la consommation privée, stimulée par l'amélioration des revenus réels, l'augmentation des prestations sociales et autres transferts courants nets, la reprise de la demande touristique extérieure et l'évolution favorable de la confiance des consommateurs.

Tableau 1 : Taux de croissance de la consommation finale et de l'investissement 2022-2024 (en %)

	2022	2023	2024
Dépenses de consommation finale	9,4	1,3	8,2
Consommation privée	13,7	0,2	9,1
Consommation publique	-2,8	5,2	5,3
Investissement	-10,3	0,9	-5,6

Source : INE

La consommation publique a connu une hausse après 2022, contribuant positivement à la reprise économique. En revanche, l'investissement a montré une forte instabilité, avec deux années de recul (2022 et 2024), occasionnant une fragilité structurelle pouvant freiner le potentiel de croissance. Du côté de l'offre, la croissance de l'économie nationale en 2024 a été principalement déterminée par les hausses enregistrées dans les secteurs de l'hébergement et restauration (+27,2 %), des Transports et entreposage (+11,9 %), des Activités immobilières (+6,6 %) et d'Administration publique et sécurité sociale (+4,8 %), ainsi que par l'augmentation des Impôts nets de subventions perçus au cours de la période (+8,6 %). Cette performance a reflété l'évolution positive de la demande et du chiffre d'affaires dans ces secteurs.

Tableau 2 : Taux de variation (%) du PIB en volume par secteurs d'activité, 2022-2024

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2022	2023	2024P
Agriculture, élevage et sylviculture	-7,7	-3,8	10,6
Pêche et aquaculture	-3,4	0,5	-2,3
Industries extractives	-5,2	-27,6	-0,0
Industries manufacturières	2,3	10,3	7,7
Électricité et eau	44,1	-4,3	1,1
La construction	-5,2	-2,0	-0,4
Commerce et réparation	28,8	-2,8	3,5
Transport et stockage	9,4	0,8	11,9
Hébergement et restauration	224,5	28,2	27,2



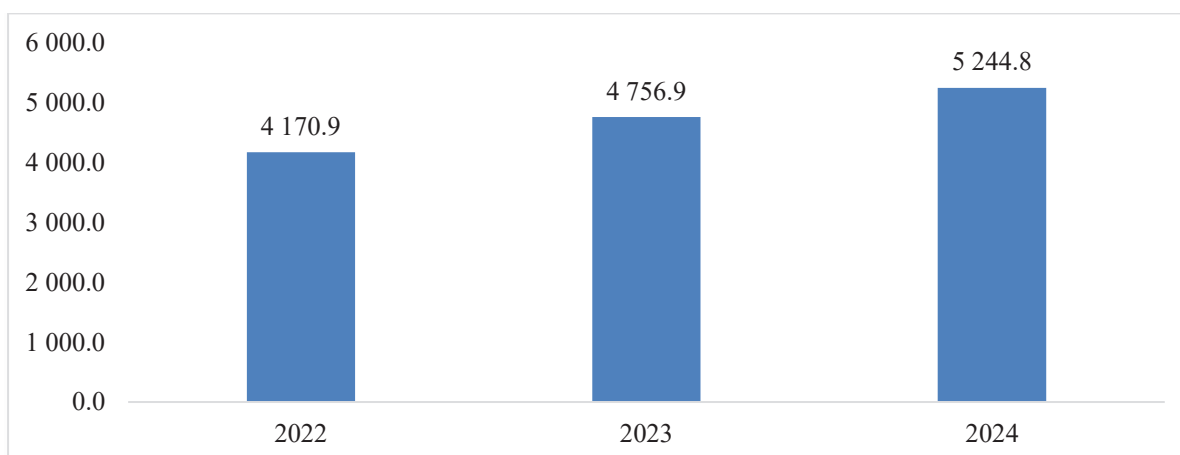
Activité d'information et de communication	7,7	-5,4	-6,0
Activités financières et d'assurance	-1,7	6,7	3,9
Activités immobilières	10,8	5,4	6,6
Activités de services aux entreprises	23,9	14,7	3,0
Administration publique et sécurité sociale	1,3	19,2	4,8
L'éducation	-3,4	-12,3	3,1
Santé et action sociale	-10,2	-15,5	10,3
Autres activités de services	40,3	-11,1	5,4
VALEUR AJOUTÉE	12,4	4,1	7,0
Impôts nets de subventions sur les produits	39,1	8,9	8,6
PIB	15,8	4,8	7,2

Source : INE P – provisoire

1.1.1.1 Évolution du PIB réel par habitant

Le revenu par habitant au Cabo Verde continue de croître enregistrant ainsi 5 244,8 dollars américains en 2024, un niveau correspondant à un pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure. Le PIB par habitant au Cabo Verde représente 35 % de la moyenne mondiale, en connaissant une moyenne de 2209,51 USD de 1980 à 2024, (la plus élevée de 5 244,8 USD en 2024 et la valeur la plus basse de 581,76 USD en 1980).

Figure 3 : Produit intérieur brut (PIB) par habitant à prix constants en USD

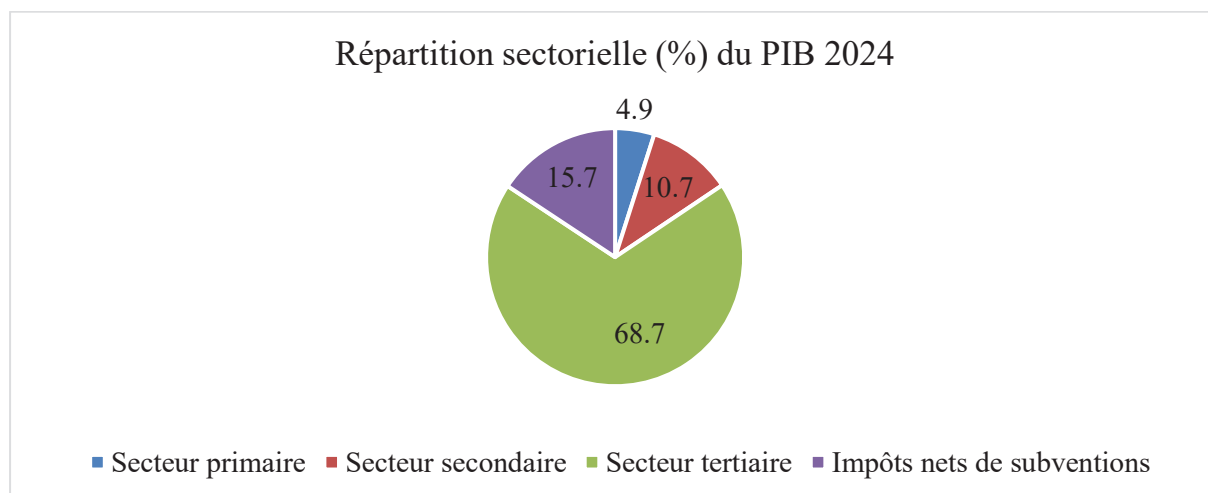


Source : A partir des données de l'Institut national de la statistique (INE)

1.1.1.2 Structure de l'économie capverdienne en 2024

En 2024, l'économie capverdienne continue d'être largement dominée par le secteur des services, qui représente 68,7 % du PIB courant. Les secteurs primaire et secondaire ont contribué respectivement à hauteur de 4,9 % et 10,7 % du PIB.

Figure 4 : Répartition sectorielle (%) de l'économie capverdienne en 2024



Source : À partir des données de l'Institut national de la statistique (INE)

L'analyse sectorielle par branche d'activité montre que le secteur primaire est dominé par l'agriculture, l'élevage et la sylviculture (3,5 %), tandis que la pêche et l'aquaculture représentent 1,4 %. Le secteur secondaire contribue pour 10,7 % du PIB, principalement grâce aux industries manufacturières (5,1 %), à l'électricité et à l'eau (2,0 %) ainsi qu'à la construction (3,4 %), tandis que les industries extractives restent marginales (0,1 %).

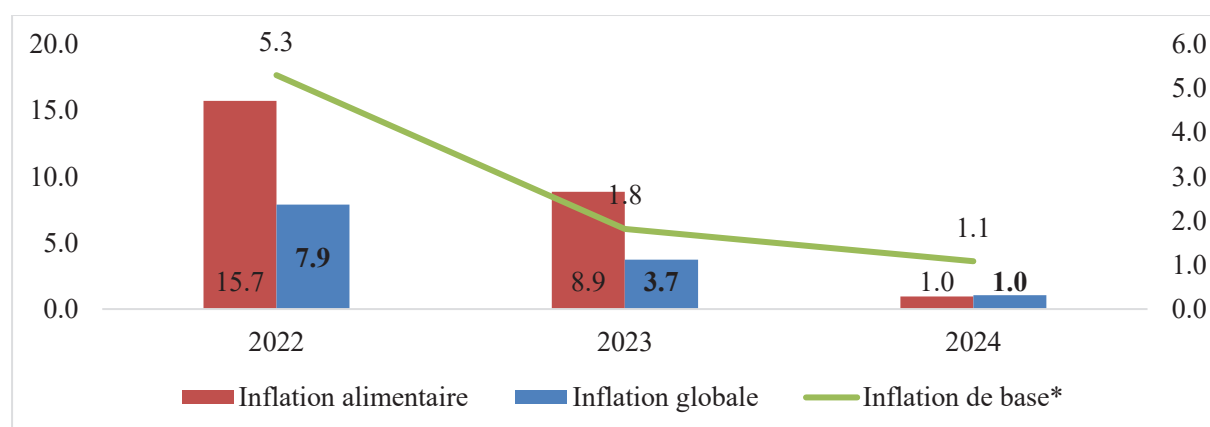
Le secteur tertiaire demeure prépondérant avec 68,7 % du PIB. Les principales contributions proviennent du tourisme (22%), du commerce et de la réparation (10,8 %), du transport et de l'entreposage (10,4 %), de l'hébergement et de la restauration (8,3 %), de l'administration publique et de la sécurité sociale (10,1 %) ainsi que des activités immobilières (8,3 %). Parmi les autres rubriques importantes figurent les activités financières et d'assurances (6,0 %), l'éducation (4,0 %), la santé et l'action sociale (2,2 %). Enfin, les impôts nets de subventions sur les produits représentent 15,7 % du PIB, soulignant le rôle significatif de la fiscalité indirecte dans la formation du produit intérieur brut.



1.1.1.3 Inflation

En 2024, le taux d'inflation du pays a connu une baisse considérable. Bien qu'un léger accroissement de ce taux en glissement annuel a été observé, le taux d'inflation moyen annuel a reculé pour s'établir à 1,0 % (contre 3,7 % en 2023). Cette évolution, s'explique principalement par la baisse des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires.

Figure 5 : Taux d'inflation globale, produits alimentaires et produits de base* (en %)



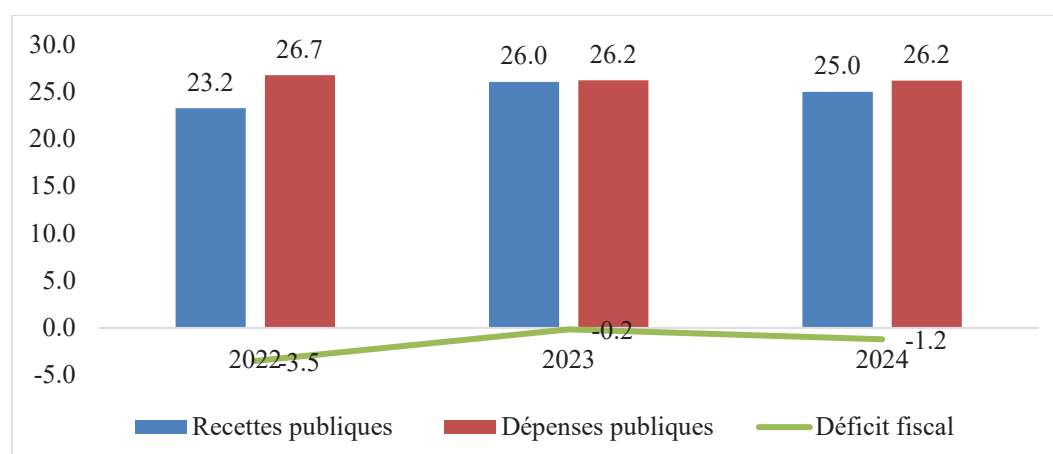
Source : À partir des données de l'Institut national de la statistique (INE)

* Tous les postes moins les produits alimentaires

1.1.2 Le secteur fiscal

L'exécution du budget de l'État en 2024, s'est traduite par un cadre budgétaire moins favorable par rapport à l'année précédente. En effet, le solde global affiche un déficit de 3 320,6 millions de CVE (USD : 32,58 millions), environ -1,2 % du PIB ; ce qui représente une aggravation de 1,0 p.p. par rapport à 2023 (contre 0,2 % du PIB en 2023). Cette évolution budgétaire résulte principalement de l'augmentation des dépenses publiques conjuguée au ralentissement du rythme de croissance des recettes.

Figure 6 : : Recettes, dépenses et déficit budgétaire du gouvernement, 2022-2024, en % du PIB



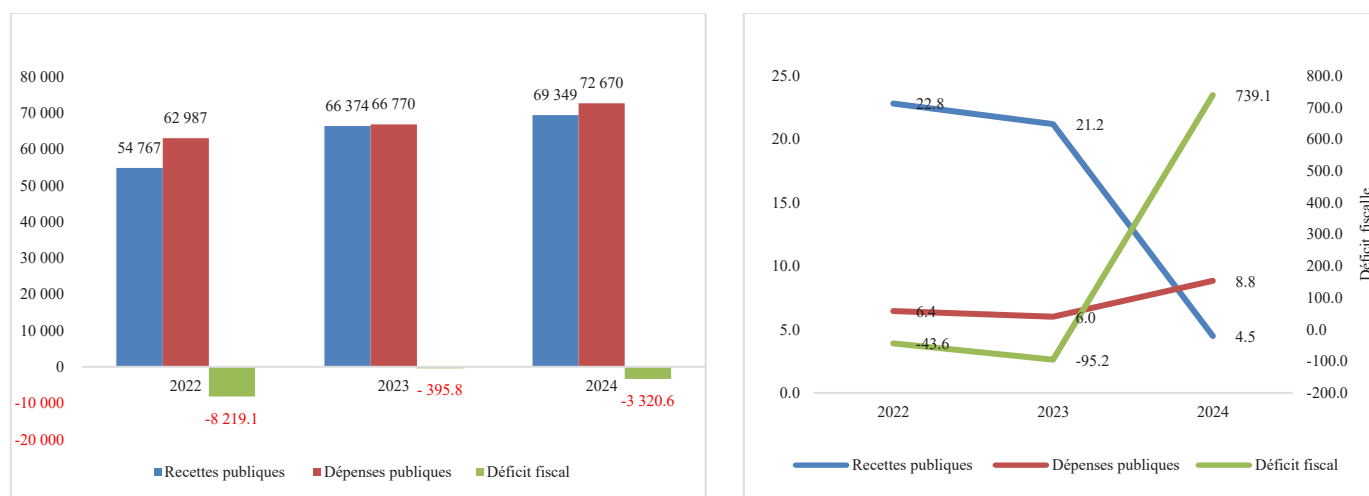
Source : À partir des données du ministère des Finances et INE

Les recettes publiques ont augmenté de 4,5 %, soit 69 349 millions de CVE (USD : 680,43 millions) (25,2 % du PIB) à la fin de l'année 2024, enregistrant un ralentissement par rapport à la croissance de 21,2 % observée en 2023 (figure 6). Cette évolution traduit essentiellement la performance de la collecte des impôts (+11,8 %), des revenus provenant des transferts (+13,9 %), de la sécurité sociale (+6,9 %) et des autres revenus (-26,7 %). Concernant les recettes fiscales, en 2024, le ratio impôts/PIB a atteint 20,1 %, contre 18,9 % l'année précédente.

Les dépenses publiques ont augmenté de 8,8 %, soit 72 670,0 millions de CVE (USD : 713,01 millions) (26,2 % du PIB) à la fin de l'année 2024, traduisant l'évolution des dépenses courantes ainsi que des dépenses liées aux actifs non financiers. Au 31 décembre 2024, les actifs non financiers nets ont enregistré une exécution de 6 711,9 millions de CVE (USD : 65,85 millions) ; ce qui représente environ 2,4 % du PIB et une augmentation de 32,8 % par rapport à l'exécution de 2023, en raison de la hausse de l'exécution des projets d'investissement.



Figure 7 : Recettes, dépenses et déficit budgétaire du gouvernement (millions de CVE et évolution en %), 2022-2024)



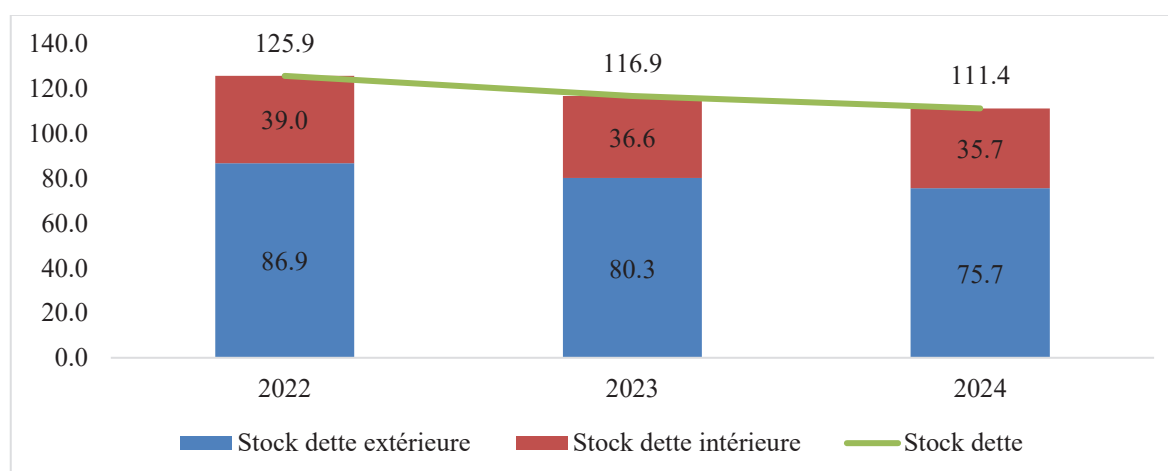
Source : Ministère des Finances

1.1.2.1 La dette publique

En 2024, le montant de la dette publique s'élevait à 309 352,1 millions de CVE (USD : 3 035,24 millions), soit l'équivalent de 111,4 % du PIB. En termes relatifs, cela correspond à une augmentation de 3,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression résulte de la combinaison de plusieurs facteurs, notamment les fluctuations de taux de change, la couverture des besoins de financement au cours de la période, incluant la mise en œuvre du programme d'investissements prévu par le budget de l'État de 2024, ainsi que les opérations d'amortissement du capital de la dette effectuées durant l'exercice analysé.

En parallèle, le ratio dette/PIB a enregistré une contraction de 5,5 points de pourcentage en glissement annuel. Cette évolution traduit l'effet conjugué de la croissance économique estimée pour l'année et de la dynamique observée dans la gestion de l'encours de la dette publique.

Figure 8 : Stock de la dette publique totale, dette extérieure et dette intérieure de 2022 à 2024 en % du PIB



Source : À partir des données du ministère des Finances et INE

Le montant global de la dette intérieure au cours de 2024 est de 99 100,7 millions de CVE (USD : 972,34 millions), soit 35,7 % du PIB. En comparaison annuelle, l'analyse de la structure par instruments de la dette intérieure met en évidence une progression de l'encours des obligations du Trésor (+5,6 %) et des bons du Trésor (+52,6 %). En revanche, l'encours des accords spécifiques et des autres crédits a enregistré une contraction de 23,9 % et de 18,3 % respectivement.

Tableau 3: Stock de la dette publique de 2022-2024 (en millions de CVE et en millions de USD)

	2022	2023	2024
Stock dette	296 616,8 (USD : 2828,61)	298 084,7 (USD : 2923,34)	309 352,1 (USD 3035,24)
Stock dette extérieure	204 786,2 (USD : 1952,89)	204 656,4 (USD : 2007,08)	210 251,4 (USD : 2062,91)
Stock dette intérieure	91 830,6 (USD : 875,72)	93 428,3 (USD : 916,26)	99 100,7 (USD : 972,34)

Source : Ministère des Finances

Le coût global de la dette extérieure était, au cours de la période de référence, de 210 251,4 millions de CVE (USD : 2 062,91 millions), contre 204 656,4 millions de CVE en 2023 (USD :



2 007,08 millions), un an auparavant, soit une augmentation de 2,7 %. En valeur nominale, la variation représente 5 595,0 millions de CVE (USD : 54,90 millions) (tableau 3).

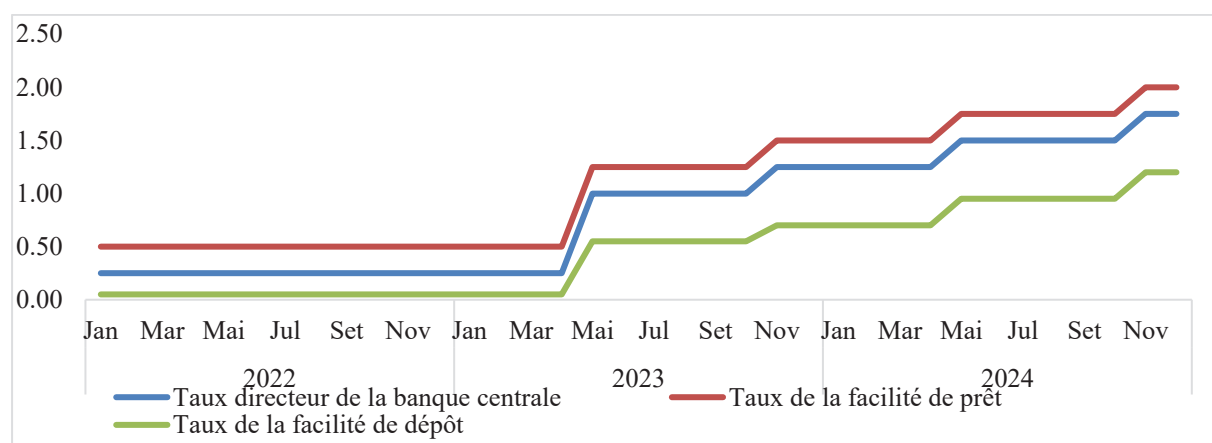
Cette évolution s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs : (i) l'impact des variations de change de la monnaie nationale par rapport aux devises composant le portefeuille de la dette extérieure ; (ii) les décaissements liés à l'exécution du programme d'investissements prévu dans le budget de de l'État pour l'année 2024; et (iii) les opérations d'amortissement du capital de la dette effectuées durant la période considérée.

1.1.3 Performance du secteur monétaire

La BCV a engagé un resserrement de sa politique monétaire afin de réduire l'écart de taux d'intérêt avec la Banque Centrale Européenne et de préserver l'ancrage du taux de change. Durant la crise pandémique, la BCV avait maintenu une orientation monétaire accommodante et mis en œuvre des mesures financières destinées à soutenir le crédit et à assurer la liquidité des ménages et des entreprises. Ces mesures comprenaient la réduction des taux directeurs à des niveaux historiquement bas, l'octroi d'allègements temporaires des règles prudentielles applicables aux banques, ainsi que la mise à disposition de refinancements importants à des conditions exceptionnellement favorables.

En décembre 2024², la BCV a annoncé une hausse de 50 points de base de ses principaux taux directeurs, avec effet à partir de janvier 2025. Cette décision reflète une évaluation des évolutions macroéconomiques internes et externes. Ainsi, le taux directeur de la BCV est passé de 1,75 % à 2,25 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt de 2,0 % à 2,5 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 1,2 % à 1,7 %.

² <https://www.bcv.cv/SiteCollectionDocuments/2024/Comunicado%20do%20CPM%20Dezembro%2023.12.2024.pdf>

Figure 9 : Évolution du taux de référence de la BCV en % (2022–2024)

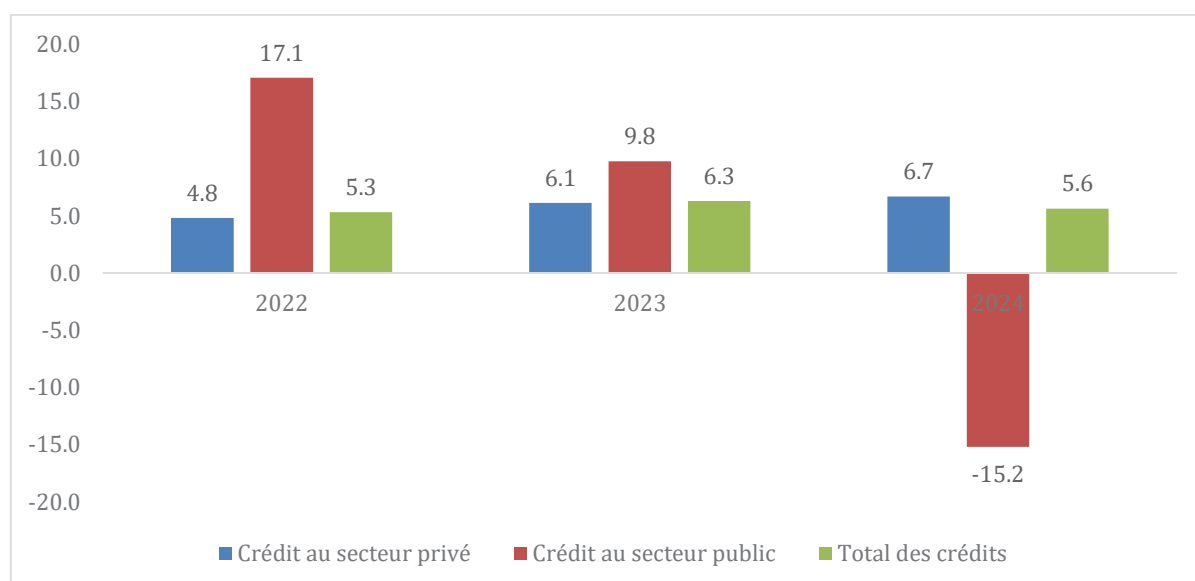
Source : Banque Centrale du Cabo Verde

Le système financier est demeuré résilient en 2024, soutenu par les mesures de politique monétaire en vigueur. La solvabilité des banques demeure robuste et le risque d'insolvabilité est jugé limité.

1.1.3.1 Le financement de l'économie

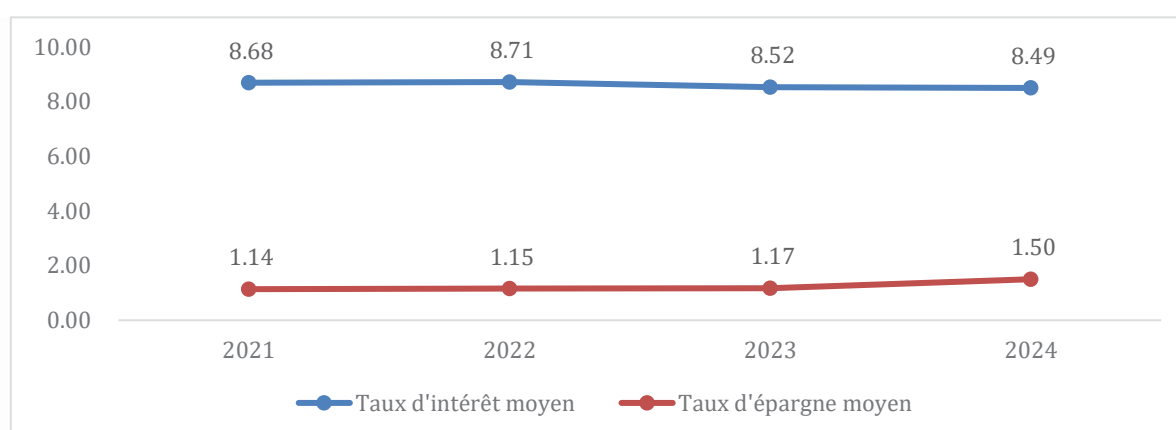
Le crédit intérieur net a enregistré une augmentation en 2024, essentiellement imputable à la progression du crédit à l'économie, tandis que le crédit net à l'administration publique a connu une contraction. Le crédit à l'économie a progressé de 5,6 % en 2024 (après 6,3 % en 2023), traduisant la dynamique de l'activité économique nationale, l'amélioration du revenu réel des ménages, ainsi que des critères d'octroi de prêts légèrement moins restrictifs appliqués par les banques, tant aux entreprises qu'aux particuliers ; ce qui a soutenu la demande de crédit de ces agents.



Figure 10 : Evolution du crédit à l'économie 2022 – 2024 (en %)

Source : Banque Centrale du Cabo Verde

En 2024, les taux d'intérêt des crédits sont demeurés, en moyenne, inchangés, tandis que ceux appliqués aux dépôts ont enregistré une augmentation. Le taux d'intérêt moyen des crédits, hors découverts, s'est maintenu à 8,5 %, niveau identique à celui observé en 2023 (9,1 % en incluant les découverts). En revanche, le taux d'intérêt moyen des dépôts a augmenté de 0,33 point de pourcentage, pour s'établir à 1,5 %.

Figure 11 : Évolution du taux moyen d'intérêt des crédits et d'épargne 2022 – 2024 (en %)

Source : Banque Centrale du Cabo Verde

1.1.4 Performance du secteur extérieur

Les comptes extérieurs ont évolué favorablement en 2024, reflétant les perspectives économiques des principaux partenaires du pays, la baisse de l'inflation et la résilience du marché du travail (bien qu'en phase de ralentissement), autant de facteurs ayant eu un impact positif sur la balance des paiements.

1.1.4.1 Les échanges extérieurs

La part des exportations dans le PIB a suivi une évolution croissante au cours de la période analysée. Une reprise progressive a été observée, portant la part des exportations à 42,5 % en 2024. En revanche, la part des importations dans le PIB a suivi une trajectoire globalement décroissante, après avoir atteint un maximum de 58,4 % en 2022. Malgré un léger recul l'année suivante, elle est restée relativement élevée, s'établissant à 54,1 % en 2024. Il convient de souligner que, sur l'ensemble de la période considérée, la part des importations est demeurée systématiquement supérieure à celle des exportations.

Les comptes extérieurs du pays ont connu une évolution favorable en 2024, reflétant l'amélioration de l'activité économique de ses principaux partenaires ; en particulier la reprise dans la Zone Euro et au Royaume-Uni (sources des offres touristiques, rémittences des émigrés et des IDE) , la robustesse de l'économie américaine (sources des rémittences des émigrés) , ainsi que la baisse de l'inflation et un marché du travail encore solide dans ces économies, avec un impact positif sur la balance des paiements du pays. Le compte courant a enregistré un excédent de 10 566 millions d'escudos (USD : 107,97 millions), représentant 3,8 % du PIB, auquel ont contribué la solide performance des soldes des services, des biens et des revenus secondaires.

Le solde des services a montré un excédent de 54 257 millions d'escudos (USD : 532,35 millions), en hausse de 22,7 % par rapport à l'année précédente, tiré par l'augmentation des exportations de services liés aux voyages touristiques (de 19,5 %) et des services de transport aérien (de 3,3 %), ainsi que par la modération des importations de services. Les exportations de services liés aux voyages touristiques ont augmenté de 19,5 % en 2024. Cependant, ce chiffre représente un ralentissement par rapport à la croissance de 31,8 % enregistrée l'année précédente, en raison de la modération de la demande touristique internationale.



En revanche, en raison de la baisse des services de transport (y compris le fret) et de la modération des services de voyages personnels et des services professionnels, commerciaux et techniques, les importations de services ont augmenté de 7,2 % ; ce qui est inférieur au taux de 8,9 % observé en 2023.

Le solde des biens a enregistré un déficit de 86 186 millions d'escudos (USD : 845,62 millions), montrant une amélioration de 4 717 millions d'escudos (USD : 46,28 millions) par rapport à l'année précédente. Cela s'explique par :

- L'augmentation de la réexportation de carburants et de provisions dans les ports et aéroports nationaux (23,9 %) ;
- L'augmentation des exportations de marchandises (en particulier du poisson et des vêtements) de 41 % et la modération enregistrée dans les importations de biens.

En raison de la baisse des importations de biens d'équipement, de carburant et de biens intermédiaires, les importations de biens ont augmenté de 0,1 % en 2024, en dessous de la croissance de 4,7 % observée l'année précédente. Les échanges commerciaux du Cap-Vert avec les pays de la CEDEAO restent faibles, ils enregistrent cependant une évolution avec une croissance significative en 2024, résultant de l'exportation d'inertes.

Tableau 4 : Commerce externe Cabo Verde /CEDEAO (en millions de CVE)

	2020	2021	2022	2023	2024
Total des exportations (biens et services)	41 455,9	43 606,3	89 500,2	99 067,2	118 070,7
Exportations de biens Intra-CEDEAO	20,6	1,0	1,7	26,5	87,5
		0,00%	0,00%	0,03%	0,07%
Total des importations (biens et services)	97 535,9	104 341,4	137 720,8	145 424,8	150 172,0
Importations de biens Intra-CEDEAO	390,0	965,7	872,4	671,7	3 446,8
		0,9%	0,6%	0,5%	2,3%

Source : À partir des données du commerce extérieur (INE et de la Banque Centrale du Cabo Verde)

1.1.4.2 La balance des paiements

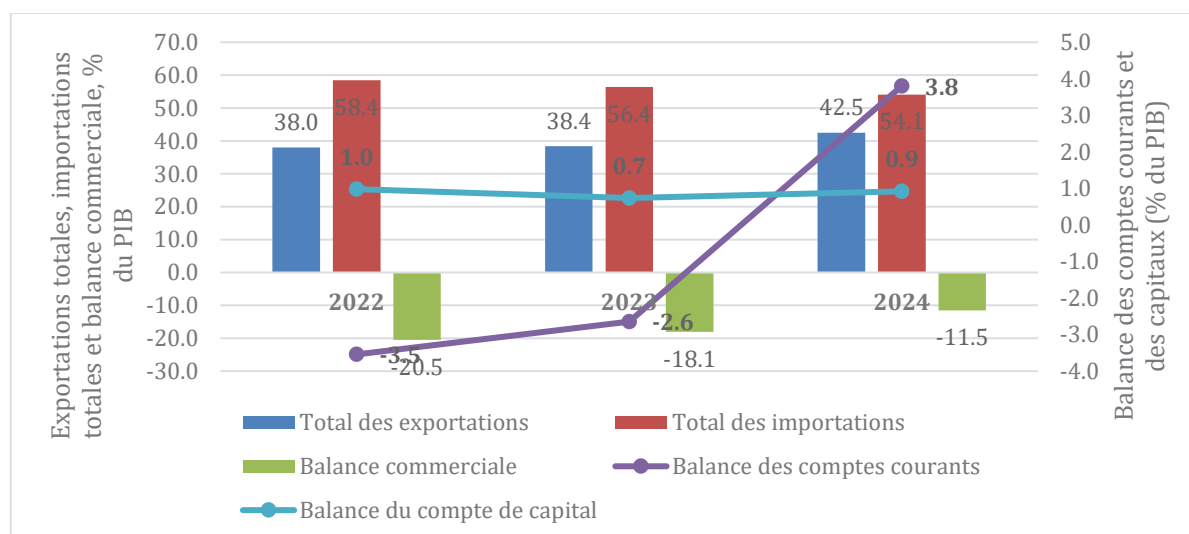
L'évaluation du Compte Courant a reflété l'augmentation du déficit de la Balance des Biens (de 19 %) et de la Balance des Revenus Primaires (de 141 %), parallèlement à la diminution du surplus de la Balance des Services (de 3 %), malgré l'augmentation de la Balance des Revenus Secondaires (de 4%).

Le déficit de la balance des biens s'est élevé à 26 086 millions d'escudos (267 millions d'USD). Cette croissance de 4 216 millions d'escudos par rapport au troisième trimestre de 2024 est due à l'augmentation des importations de 4 446 millions d'escudos (45 millions d'USD). L'augmentation des importations a été déterminée par la hausse des prix pour l'importation de biens d'équipement (48 %) et de biens de consommation (5%), et par l'augmentation du volume pour les biens intermédiaires (18 %). En revanche, les prix du carburant ont diminué de 17 %. La balance des services a enregistré un excédent de 12 647 millions d'escudos (129 millions d'USD) (contre 13 061 millions d'escudos (133 millions d'USD) au troisième trimestre de 2024). Son évolution a été déterminée par l'augmentation des importations de services (de 1 298 millions d'escudos (13 millions d'USD), malgré l'augmentation des exportations de services de voyages touristiques (de 2 950 millions d'escudos (30 millions d'USD)).

Le déficit du solde des revenus primaires est monté à 1 929 millions d'escudos (20 millions d'USD), contre 802 millions d'escudos (8 millions d'USD) enregistrés au cours du même trimestre de l'année dd'avant. Cette augmentation résulte de la hausse des paiements de dividendes (de 1 198 millions d'escudos) (12 millions d'USD), ainsi que de l'augmentation des revenus des actifs de réserve de 228 millions d'escudos (2 millions d'USD).



Figure 12: Évolution du solde du compte courant, de la balance commerciale et du solde de capital entre 2022 et 2024



Source : À partir des données de la balance des paiements (BCV)

La balance courante a enregistré un excédent de 10566 millions d'escudos (USD : 107,97 millions) (3,8 % du PIB), dû à la hausse des recettes issues des exportations de services touristiques, des réexportations de carburant et de denrées alimentaires dans les ports et aéroports nationaux, ainsi que des transferts des émigrés, mais également par le ralentissement des importations de biens et services.

L'excédent de la balance des capitaux a progressé de 34,8 % en 2024, pour atteindre 2 566,8 millions d'escudos (USD : 26,23 millions), sous l'effet de l'augmentation des transferts officiels en capital (dons) et de la diminution des transferts privés en capital (provenant des émigrés et d'autres particuliers), qui ont évolué respectivement de +36,5 % et -9,9 %.

Cette performance a plus que compensé la faiblesse de la balance financière (hors actifs de réserve), laquelle a enregistré une diminution des flux nets de financement de l'économie, s'établissant à 5927,3 millions d'escudos (USD : 58,16 millions). Cette évolution résulte de la baisse des décaissements nets de la dette extérieure privée, de l'accroissement des avoirs extérieurs nets des banques commerciales et de la contraction des investissements directs étrangers réalisés au Cabo Verde.

En 2024, le compte financier du Cabo Verde, hors actifs de réserve, a enregistré une réduction des flux nets de financement vers l'économie, passant de 17 781 millions d'escudos (USD : 174,38 millions) à 5 724 millions d'escudos (USD : 56,16 millions). Cette évolution a été principalement due à la diminution des décaissements nets de la dette externe privée, à l'augmentation des actifs externes nets des banques commerciales et à la baisse des investissements directs étrangers (IDE) au Cabo Verde, qui ont chuté de 31 % par rapport à l'année précédente.

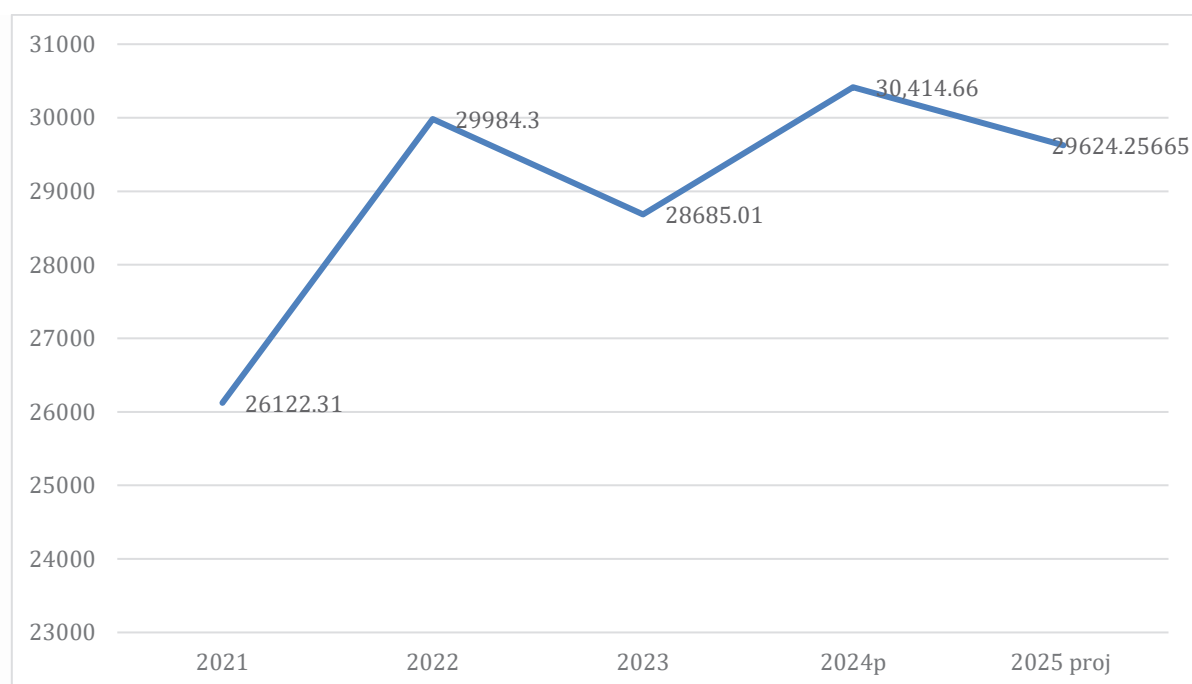
Une contribution positive au compte financier a été l'augmentation des décaissements nets de la dette publique, qui ont atteint 1 200 millions d'escudos (USD : 11,17 millions) ; les décaissements dépassant les amortissements. Par conséquent, principalement grâce aux flux de financement vers le Trésor, provenant surtout de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour un montant de 25 millions d'euros, les décaissements externes de la dette publique ont augmenté de 6,7 % en 2024 par rapport à l'année précédente. Toutefois, une réduction des décaissements de la Banque Mondiale et du FMI de 22 % et 10 % respectivement est à noter, par rapport à l'année précédente. Les amortissements de la dette extérieure ont diminué de 1,2 % par rapport à 2023.

En conséquence, le pays a enregistré un gain en actifs de réserve, se traduisant par une augmentation du stock de réserves extérieures nettes à 736,2 millions d'euros, garantissant, fin 2024, une couverture de 6,5 mois d'importations (contre 6,2 mois fin 2023).

1.1.4.3 Les remittances d'émigrants en Cabo Verde

Les remittances d'émigrants en Cabo Verde ont connu une légère diminution, avec 1736,09 CVE millions (USD : 18,47 millions) en septembre 2025, contre 1757,60 CVE millions (USD : 18,53 millions) en août 2025. Les remittances représentent une pierre angulaire de l'économie nationale, en plus de l'attraction touristique, et sont alimentées par la diaspora, qui compte environ 1,5 million de personnes. Les pays qui contribuent le plus, Portugal et les États-Unis, ont enregistré des augmentations de remittances de 7% au cours de la première moitié de l'année 2025.



Figure 13 : Rémittances de émigrants Cap-verdiens 2021-2025 en millions CVE

Source : BCV.

1.1.4.4 Investissements directs étrangers et Investissements de portefeuille

L'investissement direct étranger (IDE) dans le pays (y compris les bénéfices réinvestis), en 2024, s'est élevé à 4 164 millions d'escudos, (USD : 40,86 millions), contre 2 923 millions d'escudos (USD : 28,67 millions). L'augmentation des flux d'IDE est principalement due à la hausse des actions et autres capitaux propres (de 909 millions d'escudos).

On s'attend à une réduction des flux nets de financement vers l'économie en 2025 et 2026, bien que les montants soient de plus en plus faibles. Malgré l'augmentation attendue des décaissements nets de la dette extérieure publique en 2025, une réduction des flux nets de financement vers l'économie est prévue, de 1 014,2 millions d'escudos (USD : 10,36 millions) en 2025 et de 127,7 millions d'escudos (USD : 1,30 millions) en 2026, principalement en raison de la baisse de l'investissement direct étranger (IDE) et de la croissance des actifs externes nets des banques (bien qu'à des rythmes inférieurs à ceux des trois dernières années). On prévoit que l'IDE diminuera en moyenne d'environ 11 % en 2025 et 2026 (ce qui se compare à une baisse de 34,9 % en 2024).

L'investissement dans le pays a été principalement dirigé vers les secteurs du tourisme et de l'immobilier touristique sur les îles de Sal, Santiago et São Vicente. Le capital investi provenait principalement du Portugal, d'Italie et d'Espagne.

1.1.5 Performance socio-économique

L'indice de développement humain (HDI) pour le Cabo Verde est de 0,662, dont 0,653 pour les femmes et 0,666 pour les hommes. Ces chiffres placent le pays dans la catégorie moyenne, au 128e rang sur 191 pays en 2021. Le Cabo Verde est classé 1er sur 52 pays africains et 89e sur 166 pays dans le monde à l'indice des ODD (2023) sur la base de la performance globale à l'égard de tous les objectifs des 17 ODD (Annexe XII).³ Le Cabo Verde a pour objectif politique d'éradiquer la pauvreté extrême d'ici 2027, qui touche actuellement 11,1 % des ménages, dont 85 % sont dirigés par des femmes actives dans le secteur informel (63,6 %). Le taux de chômage en 2024 était de 8,0%.

Le taux de chômage global des jeunes est de 27,8 %, soit 33,4 % pour les femmes et 22,9 % pour les hommes. Environ 53 % des chômeurs s'adonnent à des activités informelles⁴.

En 2024, la population résidente du Cabo Verde est estimée à 511 534 personnes, réparties en 155 732 ménages, soit une taille moyenne de 3,3 individus par ménage.

La répartition par sexe montre une légère prédominance masculine : 50,4 % d'hommes contre 49,6 % de femmes. La population reste relativement jeune, avec 27,4 % âgés de moins de 15 ans et 16,1 % entre 15 et 24 ans. Les personnes de 65 ans ou plus représentaient 7,5 % de la population totale.

Le taux d'alphabétisation (part des 15 ans et plus sachant lire et écrire) atteignait 88,5 % en 2024. Ce taux était plus élevé en milieu urbain (90,1 %) qu'en milieu rural (83,5 %). Des écarts apparaissent également selon le sexe : 92,9 % chez les hommes contre 84,1 % chez les femmes. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'alphabétisation s'élevait à 98,3 % au niveau national, avec de faibles différences entre hommes (98,5 %) et femmes (98,2 %).

³ REVUE A MI-PARCOURS DU DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS 2019-2024 ET REVUE DE LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE PAYS

⁴ INE IMC (Inquérito Multiobjectivo Continuo) – Emprego. 2024



Concernant les conditions de vie, 92,9 % des ménages disposaient de l'électricité en 2024, avec un taux de 94,3 % en milieu urbain contre 88,6 % en milieu rural. Selon l'IMC⁵ 2024, 73,7 % des ménages vivaient dans des logements raccordés au réseau public de distribution d'eau courante.

Sur le marché du travail, la population en chômage était estimée à 17 373 personnes, soit un taux de chômage de 8,0 %. Celui-ci atteignait 7,9 % chez les hommes et 8,2 % chez les femmes. Le chômage affectait particulièrement les jeunes : 20,1 % des 15-24 ans, contre 10,4 % dans la tranche 25-34 ans.

1.2 Une analyse de la divergence ou/et de la convergence de la valeur projetée des indicateurs socioéconomiques de l'édition 2024 de l'EREO et de la valeur réelle en 2024

Cette section consiste à comparer les valeurs projetées des indicateurs socioéconomiques retenus dans les prévisions (édition 2024) et les valeurs effectivement observées en 2024. L'objectif est de mesurer le degré de convergence (proximité entre prévisions et réalisations) ou de divergence (écarts significatifs), afin d'apprécier la fiabilité des projections et la résilience des dynamiques économiques et sociales du pays. Selon les projections de la dernière édition des Perspectives Économiques Régionales, la croissance du PIB réel de Cabo Verde pour 2024 était anticipée à 6,1%. Le taux effectivement observé, estimé à 7,2%, dépasse ainsi la projection de 1,1 point de pourcentage. Cette performance, supérieure aux attentes, résulte principalement de la reprise soutenue du secteur touristique, qui a stimulé les exportations de services et généré des effets multiplicateurs positifs sur l'ensemble de l'économie nationale.

La progression du PIB a également été soutenue par l'augmentation des revenus réels des ménages, le renforcement de la demande touristique et l'amélioration de la confiance des consommateurs.

Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation privée, tandis que du côté de l'offre, les secteurs de l'Hébergement et Restauration et des Transports et

⁵ IMC – enquête multi-objective continue – conditions de vie 2024

Entreposage ont fortement contribué, soutenus par l'augmentation des impôts nets de subventions.

Enfin, l'inflation moyenne annuelle a poursuivi sa baisse, s'établissant à 1,0% (contre 3,7% en 2023), principalement sous l'effet de la diminution des prix des produits énergétiques et alimentaires sur les marchés internationaux.

Déficit budgétaire et taux d'endettement

Du côté des finances publiques, la situation montre une convergence élevée avec les projections. Le ratio Dette/PIB a légèrement diminué à 110,9 % (projection : 111,3 %), traduisant une conséquence de la Croissance du PIB et d'une meilleure gestion de l'endettement. Les dépenses publiques ont été maîtrisées, représentant 26,1 % du PIB (projection : 26,2 %), et les recettes publiques ont atteint 25,1 % du PIB (projection : 25,2 %), indiquant une performance fiscale stable et conforme aux attentes. Enfin, le service de la dette est resté conforme aux projections, à 11,0 % du PIB, reflétant une bonne planification financière.

Tableau 5 : Indicateurs de convergence

INDICATEURS DE CONVERGENCE	2024 (Projection)	2024 (Réalisée)
Taux de croissance du PIB réel	6,1	7,2
Taux d'inflation	1,0	1,0
Ratio dette/PIB	111,3	110,9
Ratio dépenses publiques/PIB	26,2	26,1
Ratio recettes publiques/PIB	25,2	25,1
Ratio du service de la dette au PIB	11,0	11,0
Ratio du Balance des paiements courants au PIB	3,7	3,8
Ratio entre la balance commerciale et le PIB	-11,6	-11,5
Déficit budgétaire par rapport au PIB	-1,1	-1,1
Ratio exportations totales/PIB	42,7	42,5
Ratio importations totales/PIB	54,3	54,0



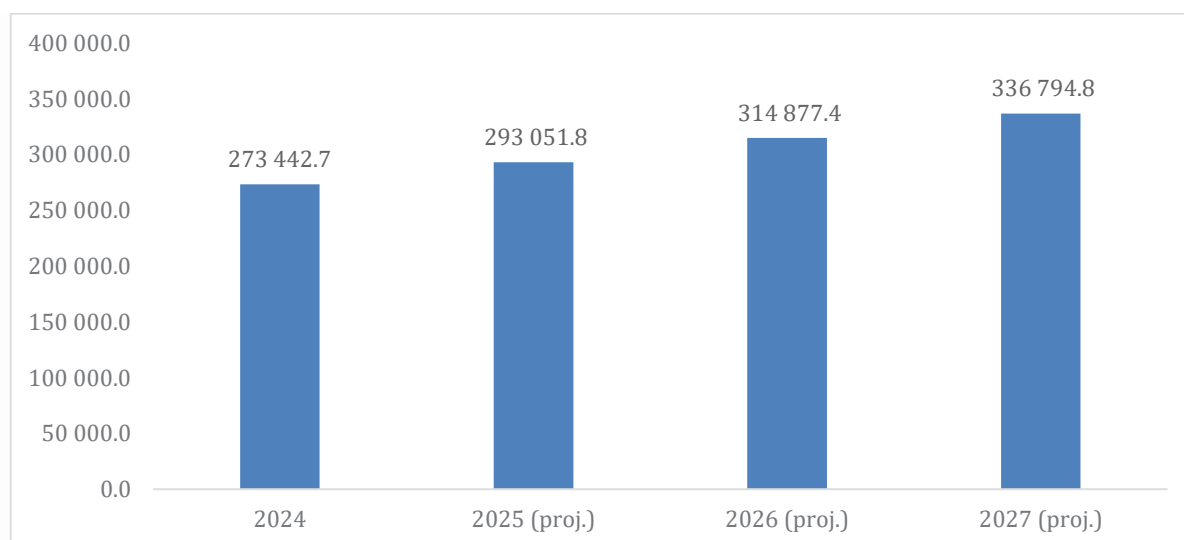
CHAPITRE 2 : PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES DE 2025 À 2027 (ACCENT MIS SUR LES PRINCIPAUX MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE)

L'économie cap-verdienne a montré de la résilience et une reprise après le choc de 2020, avec des indicateurs de croissance du PIB, une réduction du chômage et de la pauvreté, ainsi qu'une trajectoire de consolidation des finances publiques, malgré les défis et les risques externes et internes.

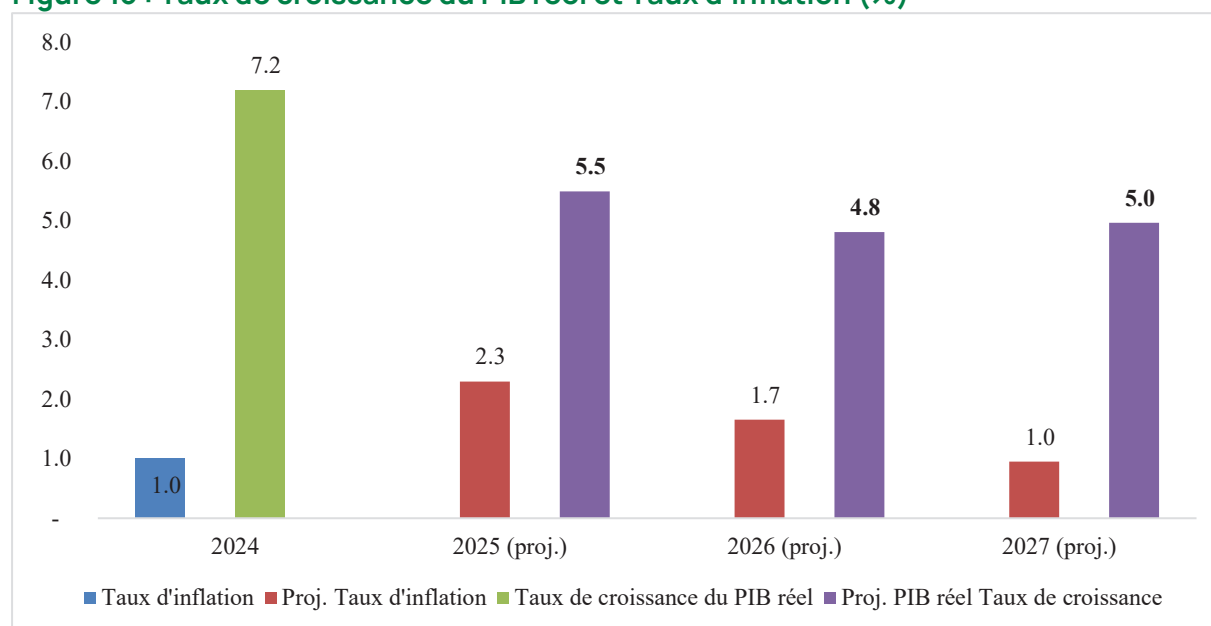
2.1 Secteur réel

En 2025, le scénario macroéconomique présenté par le Ministère des Finances (MF), pour le Budget Général de l'État pour 2026, prévoit que l'activité économique, mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume, devrait croître entre 5,0 % et 6,0 % pour 2026 (4,8 et 5,3 % prévus pour 2025 et 4,7 % pour 2024). Contribuant à cette croissance, le MF souligne la croissance de la consommation privée, le dynamisme de l'investissement et la reprise des exportations nettes. Ainsi, la consommation privée sera considérée comme le moteur de cette croissance, tandis que la consommation publique devrait se contracter, tout en maintenant une consommation sélective dans certains secteurs. Par ailleurs, une augmentation de l'investissement privé est attendue, car l'investissement public devrait également se contracter. Le document prévoit aussi une inflation comprise entre 1,0 pour cent et 2,0 pour cent.

Figure 14 : Produit Intérieur Brut à prix constants (en millions de CVE)

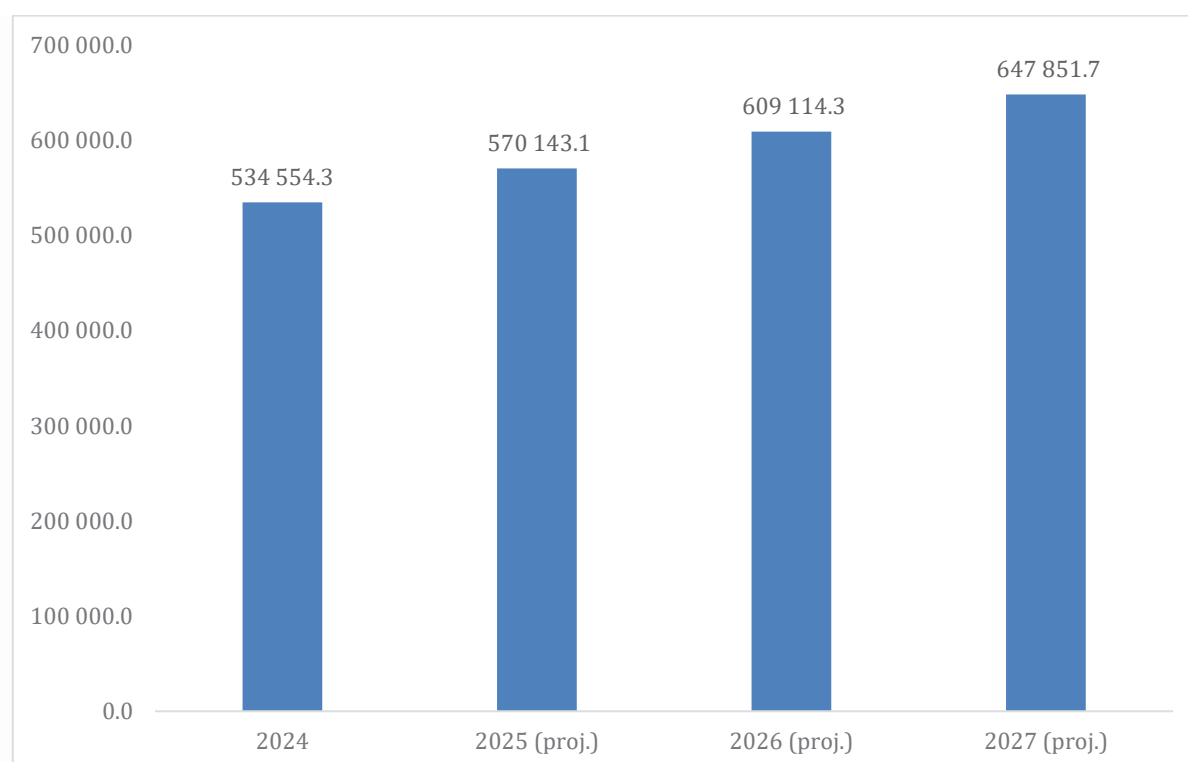


Source : À partir des données du INE et projection de la Banque Centrale du Cabo Verde

Figure 15 : Taux de croissance du PIB réel et Taux d'Inflation (%)

Source : À partir des données du INE et projection de la Banque Centrale du Cabo Verde

Au Cabo Verde, en 2025, comme en 2024, la croissance économique devrait se stabiliser à un niveau modéré, en raison de la normalisation de la croissance du tourisme (55 % des exportations pour 25 % du PIB en 2023), signant la fin du rebond postpandémique.

Figure 16 : Produit Intérieur Brut par habitant à prix constants (en CVE)

Source : À partir des données du INE et projection de la Banque Centrale du Cabo Verde

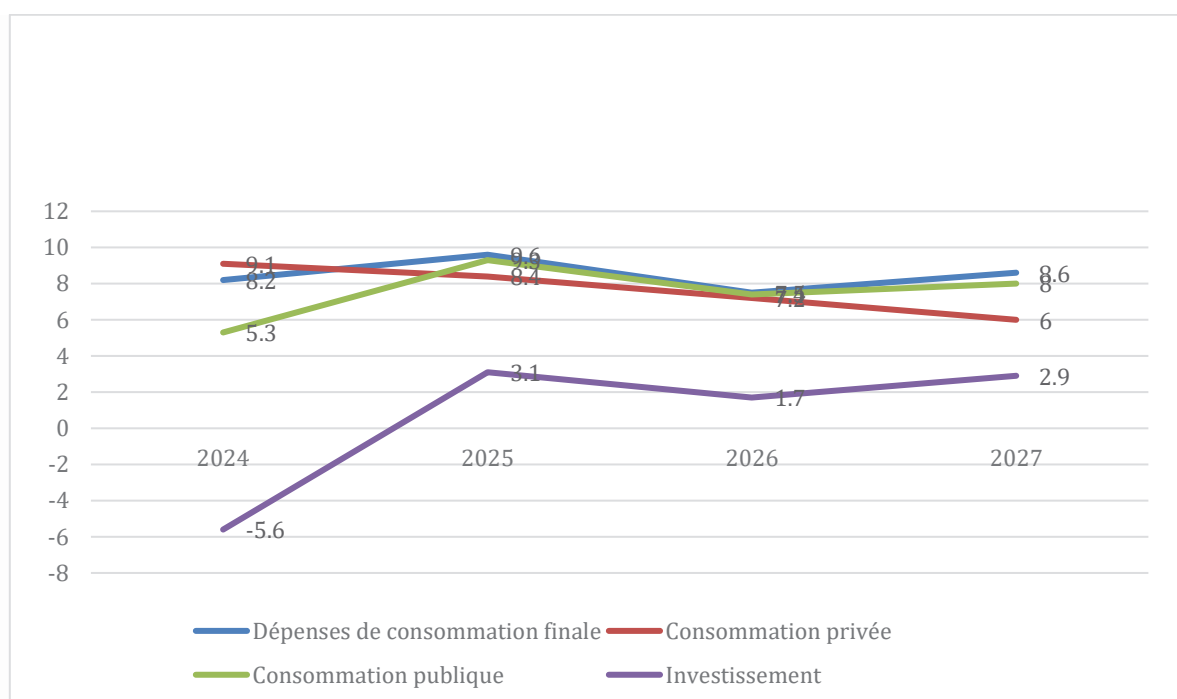


La croissance réelle du PIB devrait atteindre 5,5 % en 2025, avec une tendance à moyen terme proche de 5,0 %. Cela, ainsi que l'assouplissement de l'inflation, contribuera aux efforts continus de réduction de la pauvreté.

Cependant, les perspectives sont soumises à des risques de retournement importants. Le Cabo Verde reste fortement dépendant de la demande extérieure et des biens importés, ce qui le rend vulnérable aux chocs mondiaux, à la volatilité des prix des matières premières et aux risques liés au climat. Les pressions à l'approche des élections de 2026 pourraient ralentir les efforts de consolidation et le rythme des réformes nécessaires.

L'inflation devrait retourner à sa cible de 2 %, en conséquence de l'évolution des prix mondiaux des matières premières et de la modération de la hausse des prix dans la Zone Euro, à laquelle la devise nationale, l'escudo, reste indexée. En conséquence, la consommation des ménages (65,6 % du PIB en 2023), soutenue par les revenus touristiques mais aussi par le niveau élevé des transferts de la diaspora (10,5 % du PIB en 2023), demeurera une composante essentielle de la croissance dans les années à venir.

Figure 17 : Taux de croissance de la consommation finale et de l'investissement 2024-2027(en %)



2.2 Le scénario macroéconomique et les finances publiques globales

Les finances publiques ont été marquées par un excédent en août 2025, déterminé par l'augmentation des recettes et le ralentissement des dépenses courantes, malgré la hausse des dépenses liées aux actifs non financiers. La croissance des recettes publiques par rapport à la même période de l'année précédente a été principalement stimulée par l'augmentation de la perception des impôts, reflétant la croissance, bien que modérée, de l'activité économique nationale, l'introduction de la taxe spécifique sur l'alcool, l'augmentation de la taxe sur le tabac et la perception de créances négociées en versements.

Les dépenses publiques ont ralenti principalement en raison de la réduction des dépenses pour l'acquisition de biens et services, des transferts courants à l'administration publique, des prestations sociales ainsi que de la diminution des autres dépenses courantes. Le besoin de financement de l'État a entraîné un recours moindre à l'endettement, de sorte que le montant de la dette de l'État (à l'exclusion des Titres Consolidés de Mobilisation Financière - TCMF) a diminué d'une année sur l'autre, représentant, au 31 août 2025, 100,4 % du PIB estimé par la BCV pour 2025 (104,1 % du PIB en incluant les TCMF).

Les dépenses publiques ont ralenti, augmentant de 6,6 % en glissement annuel, contre 13,2 % sur la même période de l'année précédente, en raison de l'évolution plus modérée des dépenses courantes.

Le besoin de financement de l'État a entraîné un recours moindre à l'endettement. Les financements nets, internes et externes, ont été négatifs de 854 et 435 millions d'escudos (USD : 8,72 et 4,44 millions d), respectivement. En effet, selon les données du Ministère des Finances, le montant de la dette de l'État (excluant les TCMF) a diminué de 0,2 % en glissement annuel, s'établissant à 301,6 milliards d'escudos (USD : 3,081 millions) au 31 août 2025 ; ce qui représente 100,4 % du PIB estimé par la BCV pour 2025 (104,1 % du PIB incluant les TCMF).

En particulier, le montant de la dette extérieure a diminué de 1,8 %, atteignant 200,8 milliards d'escudos (USD : 2,05 milliards) (66,8% du PIB), tandis que le stock de la dette intérieure a ralenti, augmentant de 3,2 % (comparé à 8,7 % enregistré au cours de la même



période), s'établissant à 100,9 milliards d'escudos (USD : 1,03 milliards) (33,6 pour cent du PIB).

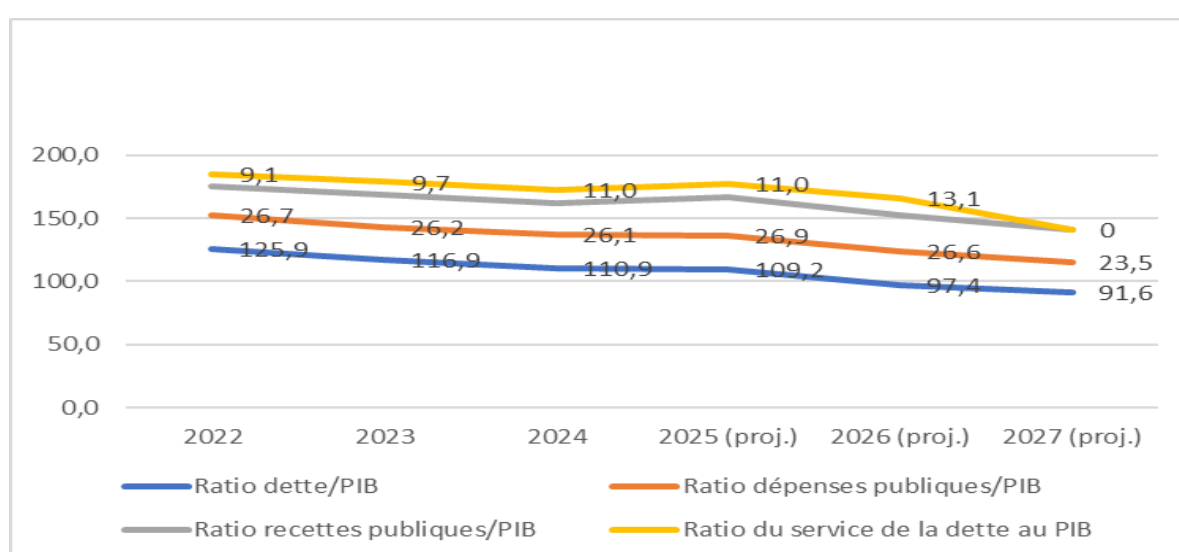
Pour 2026, le scénario macroéconomique sous-jacent indique une inversion de la tendance à la baisse des prix, prévoyant une augmentation de l'inflation. On prévoit que pour 2026 et 2027, les taux d'inflation seront respectivement de 1,7 % et 1,0 %.

Le solde global par rapport au PIB devrait s'améliorer en 2026, s'établissant à -0,8 %, contre -2,8 % prévus pour 2025 et 1,1 % enregistrés en 2024, selon le *Graphique 2 – Évolution des Soldes Budgétaires en % du PIB*, et conformément à l'analyse figurant dans les Orientations du Budget de l'État pour 2026.

En ce qui concerne les finances publiques, le déficit public devrait se situer à -0,8 % du PIB, maintenant la trajectoire de consolidation budgétaire, et la dette publique devrait poursuivre sa tendance à la baisse ; pouvant atteindre 96,3 % du PIB en 2026, comme le souligne la Banco de Cabo Verde⁶.

Les recettes totales devraient diminuer de 5,0 %, les impôts devraient augmenter de 9,3 % et les dépenses totales devraient être réduites de 1,8 % ; mais les dépenses de personnel devraient continuer à croître d'environ 6,0 % en 2026, atteignant 30 893 millions de CVE (USD : 315,68 millions).

Figure 18 : Dette, Recettes et Dépenses Publiques et Services de la dette



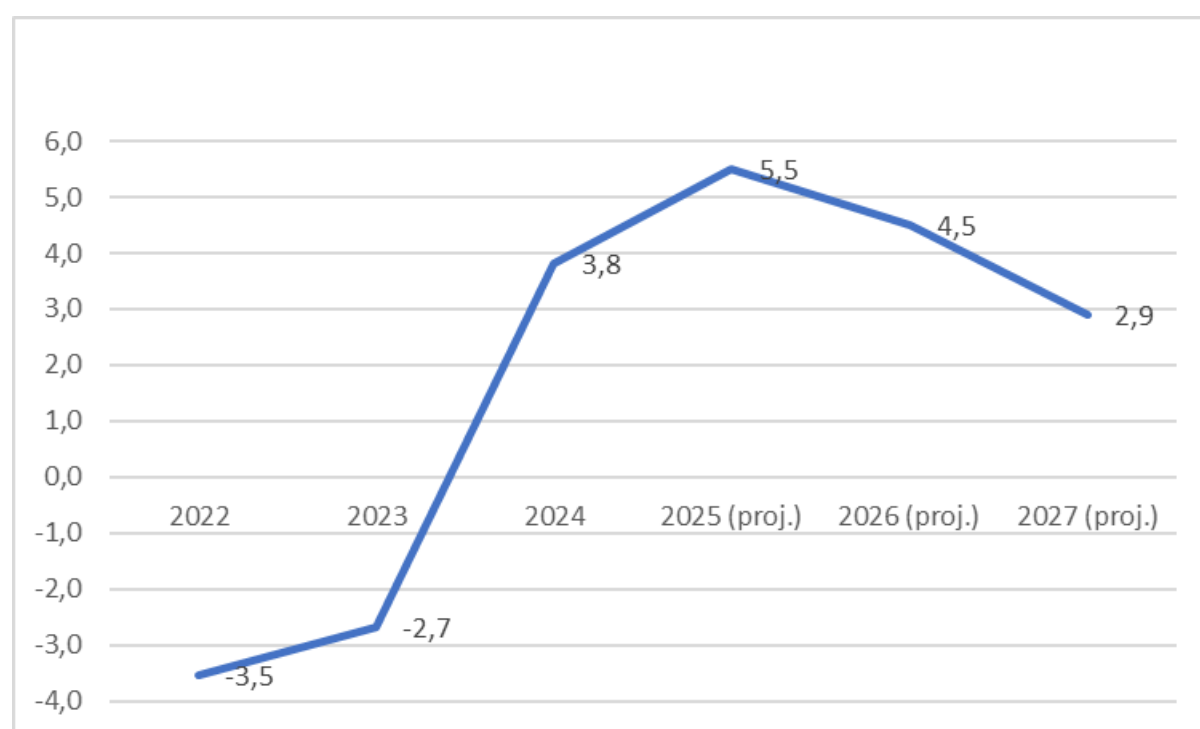
⁶ RPM Abril 2025

Le crédit à l'économie devrait croître de 5,4 % en 2026, avec en particulier une augmentation du crédit au secteur privé de 5,0 %. Un engagement continu en faveur de la consolidation fiscale permettra de réduire le déficit budgétaire et la dette publique à 0,6 % du PIB et 93,9 %, respectivement, d'ici 2027.

2.3 Secteur Externe

Selon le Ministère des Finances, les comptes extérieurs continueront d'afficher un excédent, en raison de l'augmentation du tourisme, dont la demande projetée pour 2026 est de 7,7 %, des envois de fonds des émigrés et des effets de la dynamique de l'investissement étranger. Ainsi, le compte courant devrait enregistrer un solde positif de 1,3 % en 2026.

Figure 19 : Ratio de la Balance des paiements courants au PIB



Pour 2026 et 2027, on prévoit une évolution moins favorable de la balance courante et de la balance financière, avec un ralentissement des exportations de services, des envois de fonds des émigrés et une augmentation des importations, ainsi qu'une croissance plus modérée des IDE. Le stock de réserves extérieures nettes devrait garantir 7,6 mois d'importations pour 2026 et 6,9 mois en 2027.



2.4 Les défis nationaux

Néanmoins, comme le souligne la Banco de Cabo Verde⁷, l'incertitude concernant les politiques économiques ou le niveau des tensions géopolitiques et commerciales internationales a augmenté de manière significative et elle peut affecter négativement les économies, comme celle du Cabo Verde. Cette détérioration est en grande partie liée aux diverses mesures annoncées par la nouvelle administration américaine - principalement dans le domaine des tarifs - aux incertitudes quant à leur impact macroéconomique et financier potentiel et aux réactions éventuelles des autorités dans certaines autres régions économiques importantes, telles que la Chine et l'Union Européenne.

Pour le Cabo Verde le rapport de risques globaux 2025 indique comme principaux risques, la pauvreté et l'inégalité, manque de main d'œuvre et ou talent, chômage ou manque d'opportunité économique, inflation et dette publique. Dans cette perspective les principaux risques sont identifiés pour l'exercice du budget 2026 :

- Risques macroéconomiques ;
- Risques associés à la dette publique ;
- Risques associés aux entreprises publiques et avec participations de l'État ;
- Risques des changements climatiques.

Bien que les perspectives de croissance restent positives, l'économie est confrontée à des vulnérabilités externes, notamment sa dépendance au tourisme, la diversification limitée de ses exportations et son exposition à la conjoncture économique mondiale. Les politiques douanières américaines mises en œuvre en avril 2025 pourraient avoir une incidence indirecte sur l'économie du fait de la baisse de la demande de l'Union Européenne et des répercussions potentielles sur le tourisme et les flux de transferts de fonds.

Les défis nationaux comprennent l'inadéquation des compétences sur le marché du travail, les coûts élevés de l'électricité et du transport entre les îles de l'archipel, ainsi que la nécessité de poursuivre les efforts visant à formaliser le secteur informel.

⁷ RPM Abril 2025



La conversion progressive de la dette cap-verdienne en un fonds environnemental, permet, également, de mobiliser des financements en faveur de la lutte contre le changement climatique, qui affecte durement le pays. Le pays, poursuit l'application de son plan stratégique de développement durable qui vise à renforcer la diversification de l'économie, encore largement dépendante du tourisme sur quelques îles seulement malgré un potentiel bien plus large, à accélérer sur la transition écologique et favoriser le développement du secteur numérique.

C'est pourquoi le gouvernement considère que pour maintenir les progrès et réduire la vulnérabilité, le Cabo Verde doit continuer à :

- Améliorer la gouvernance et les opérations des entreprises publiques, en accordant une attention particulière aux entités publiques récemment créées.
- Maintenir la discipline fiscale tout en réalisant des investissements publics à fort impact.
- Approfondir la diversification économique, y compris dans des secteurs tels que les économies bleue et numérique.
- Promouvoir des politiques inclusives, en particulier des stratégies sensibles au genre qui élargissent les opportunités pour tous.

2.5 Analyse des perspectives macroéconomiques au regard du contexte international

La conjoncture économique internationale a été marquée, au cours des six premiers mois de l'année, par la croissance de l'activité économique des principaux partenaires du pays, en particulier de la Zone Euro et du Royaume-Uni. Les principales évolutions et événements avec des répercussions sur l'économie nationale sont :

- Même en face de l'incertitude géopolitique persistante et la politique commerciale, les économies de la Zone Euro et du Royaume-Uni ont enregistré une croissance, bien que faible, de l'activité économique. Cependant, l'économie des États-Unis a présenté un ralentissement.



- Le marché du travail des principaux partenaires du pays et du pays d'accueil de la diaspora cap-verdienne montre des signes d'un affaiblissement, comme au Royaume-Uni et aux États-Unis, mais reste solide dans la Zone Euro.
- Malgré la baisse des prix de l'énergie, la hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux continue de peser sur les prix à la production chez les principaux partenaires du pays. Les prix à la consommation ont diminué dans la zone euro, mais ils ont augmenté aux États-Unis et au Royaume-Uni.
- Les taux d'inflation sous-jacents des partenaires du pays restent au-dessus des taux d'inflation globaux ; ce qui suggère une certaine persistance de l'inflation.
- En matière de politique monétaire, la BCE et la Banque d'Angleterre ont maintenu une posture moins restrictive ; cependant, la Réserve fédérale a adopté une approche plus prudente, attendant une plus grande clarté sur les perspectives économiques.
- Sur les marchés monétaires et des changes, pertinents pour le Cabo Verde, les mesures de politique monétaire adoptées dans la zone euro se sont traduites par la baisse des taux d'intérêt Euribor et par l'appréciation de l'euro.
- L'écart entre les taux d'intérêt de référence du pays et de la zone euro a diminué, favorisant le taux national depuis avril 2025. Avec la réduction des taux d'intérêt de référence de la BCE, en particulier le taux d'intérêt applicable aux opérations principales de refinancement, et l'augmentation du taux d'intérêt de référence de la BCU, l'écart entre le taux d'intérêt du pays et celui de la Zone Euro a diminué depuis avril 2025, s'établissant, en août de la même année, à 35 points de base, en faveur du taux national.

Aussi, les récentes politiques restrictives par rapport aux immigrés, particulièrement aux États Unis de l'Amérique du Nord, ainsi que la guerre tarifaire entamée par ce pays, auront des répercussions non négligeables sur l'économie cap-verdienne, qui détient une diaspora de plus de la moitié de sa population résidente et qui concentre 90% de son importation de l'UE (un des principaux partenaires commerciaux des EUA).

Quant aux perspectives macroéconomiques du Cabo Verde et la suspension temporaire de l'USAID, il faut signaler que cette agence n'est pas présente au Cabo Verde.

Quant aux perspectives macroéconomiques du Cabo Verde et aux retraits officiels du Burkina Faso, du Mali et du Niger ainsi qu'aux situations des conflits sous- régionaux, ces trois pays n'ont pas des échanges commerciaux bilatéraux avec le Cabo Verde, mais du point du vue de l'intégration régionale, la situation peut entrainer un retard du processus intégrateur.



CHAPITRE 3 : L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (OU DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE) AU CABO VERDE, DE 2015 À 2025

Depuis 1976, le Cabo Verde est membre de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et cherche l'intégration régionale par le développement du commerce, la coopération en vue de mieux pouvoir faire face à la forte dépendance, à la vulnérabilité économique ainsi que la dépendance alimentaire.

L'architecture institutionnelle pour la mise en œuvre des stratégies de SAN prendra en compte cinq aspects fondamentaux : i) l'établissement d'un mécanisme de coordination politique de type intersectoriel ; ii) la participation effective de différents acteurs sociaux à ce mécanisme de coordination politique (conseil national) ; iii) l'évolution de la structure actuelle de coordination technique de la SAN, afin qu'elle soit associée au « conseil national » ; iv) un outil décentralisé capable de coordonner et de contribuer à l'existence d'espaces d'action locale ; et v) l'existence d'un système permettant le suivi et l'évaluation des actions de SAN.

La première étape a été franchie avec la mise en place, en 2013, du Conseil National de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CNSAN), qui répond au besoin de concertation et de gouvernance dans la mise en œuvre de la ENSAN, constituant un espace régulier pour le dialogue intersectoriel. Le CNSAN c'est l'instance de coordination et de participation sociale pour les programmes d'investissement sous-régionaux dans l'agriculture et la sécurité alimentaire (PNIA, AGIR Sahel, les questions de résilience des ménages et autres), afin d'éviter la duplication de structures de coordination dans ces domaines. La fonction exécutive relève de la responsabilité d'un Secrétariat Exécutif pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

En ce qui concerne une structure permettant à la SAN d'être opérationnelle au niveau local, la réponse était la création d'un Réseau de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle à trois niveaux (national, régional et municipal/local), afin d'améliorer la gouvernance et les synergies entre les différents domaines d'action, appelé Réseau SAN.

Cabo Verde dépend fortement des importations alimentaires, autour de 85-90% pour ses besoins en céréales par la production locale. Cette dépendance expose le pays à des risques liés aux crises mondiales, aux prix internationaux et aux aléas climatiques. Sa localisation, son insularité, ses ressources limitées et sa géographie faite d'un Archipel volcanique avec pas plus de 10% de son territoire de terres arables et une pluviométrie irrégulière, place le pays dans une situation de risques élevés quant à la sécurité alimentaire.

Le pays a une production nationale : maïs, haricots, patates douces qui ne suffit pas à répondre à la demande et importe la majorité de ses céréales (riz, blé et produits transformés). En 2024, cette dépendance a été estimée à 75 % de la consommation alimentaire totale, avec des importations alimentaires évaluées à plus de 200 millions de USD, selon les données du gouvernement (Ministère d'Industrie, Commerce et Energie). Cette vulnérabilité est exacerbée par l'inflation mondiale des matières premières, qui a fait augmenter les coûts d'importation de 15 % entre 2022 et 2023, impactant particulièrement la sécurité alimentaire dans un pays de 500 000 habitants.

Dans cette perspective le pays a approuvé, en 2015, sa première Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SNSAN), horizon 2020 et la deuxième en 2025, pour l'horizon 2035, qui est un plan à long terme lancé par le Gouvernement en octobre 2025. Il s'agit d'un outil stratégique et transformateur visant à garantir des systèmes alimentaires durables et à relever les défis structurels affectant la sécurité alimentaire dans le pays. Les principaux défis identifiés de la SNSAN sont :

- Dépendance aux importations : Cabo Verde importe environ 90% des aliments consommés sur son territoire ;
- Ressources naturelles limitées : rareté de l'eau et des terres agricoles fertiles ;
- Vulnérabilité climatique : forte exposition aux sécheresses, variations pluviométriques et impacts des changements climatiques.



Les objectifs de l'ENSAN 2035 :

- Réduire l'insécurité alimentaire grâce à des politiques intégrées et inclusives.
- Promouvoir des systèmes alimentaires durables, en mettant l'accent sur la production locale et la résilience climatique.
- Renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire, en impliquant les institutions publiques, la société civile et le secteur privé.
- Améliorer la nutrition.

Au pays le budget destiné aux investissements dans l'agriculture au Cabo Verde est généralement inférieur aux 10 % ciblés du budget national.

Figure 20 : Budget d'investissement dans l'agriculture

Budget de l'État 2022-2026 (Millions de CVE)					
	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses de fonctionnement MAA	744	1 357	964	926	758
Actifs non financiers (Le capital) MAA	679	176	369	702	666
Dépenses totales MAA	1 422	1 533	1 333	1 628	1 424
Dépenses totales de l'État	77 584	78 012	85 949	97 911	95 675
Dépenses totales MAA/Dépenses totales de l'État	1,8%	2,0%	1,6%	1,7%	1,5%
Investissement/Dépenses totales de l'État	0,9%	0,2%	0,4%	0,7%	0,7%
<i>Source: Ministère des finances</i>					

Perspectives et solutions :

- Investir dans l'agriculture irriguée et les technologies de dessalement.
- Valoriser la pêche et l'aquaculture comme alternative durable.
- Promouvoir les cultures résilientes (sorgho, manioc, patate douce).
- Renforcer la coopération régionale pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement.
- Donner une éducation nutritionnelle pour encourager une alimentation équilibrée et réduire la dépendance aux produits importés.

Les stratégies de développement agricole, telles que celles mises en œuvre dans le cadre de l'ECOWAP, ont été cruciales pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. Cependant, les dépenses publiques globales consacrées à l'agriculture restent en deçà de l'objectif, ce qui indique un besoin d'augmenter les investissements pour soutenir les pratiques agricoles durables et renforcer la sécurité alimentaire.

Pour le Cabo Verde, l'intégration économique régionale dans la CEDEAO Et même, la perspective de l'intégration de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF) avec la création de commerce intragroupe et le détournement du commerce des marchés hors CEDEAO et à des conditions économiques moins favorables, vers les marchés sous-régionaux et régional, garantissent une meilleure accessibilité et disponibilité des produits alimentaires

Le Cabo Verde réalise dès 2018 l'enquête nationale sur la Vulnérabilité Alimentaire et Nutritionnelle des familles et les dernières données de décembre 2025 indiquent que la situation est la suivante :

Situation actuelle (octobre-décembre 2025) : 37 000 personnes, soit 7,3 % de la population, sont en situation de « crise ». Quant à l'analyse de la situation de malnutrition chez les enfants, l'évolution est positive. En ce qui concerne la dénutrition chronique, 10% de la population du pays en souffre dont 7,4% d'obésité infantile dans les enfants à moins de cinq ans.

Principaux faits : Les 22 communes analysées comptent environ 37 752 personnes en situation de crise alimentaire (phase 3 entre octobre et décembre 2025). Ce nombre pourrait diminuer pour atteindre 33 538 personnes entre juillet et août 2026, puisqu'une augmentation de l'activité touristique est prévue dans les principaux centres urbains et îles touristiques, une augmentation de la production irriguée dans certaines régions du pays avec une plus grande disponibilité en eau, ainsi que le renforcement des mesures de résilience à mettre en œuvre avant la période mentionnée ; notamment dans les communes touchées par les dégâts causés par les pluies.

La campagne agricole 2025-2026 a été marquée par des pluies irrégulières et tardives, avec de fortes différences entre les municipalités, y compris des zones avec des



précipitations supérieures à la normale et d'autres avec des déficits significatifs. L'installation des cultures a été caractérisée par une grande hétérogénéité, le maïs ne terminant pas son cycle dans plusieurs zones en raison de l'absence de précipitations en octobre.

La situation phytosanitaire a été globalement calme. La production de fourrage a été satisfaisante dans les zones humides et submergées, mais faible dans certaines zones côtières ; la situation sanitaire animale restant stable.

En ce qui concerne l'accès économique aux aliments, on constate le maintien de l'augmentation généralisée des prix des produits de base, toute chose qui continue de peser sur le coût de la vie.

Néanmoins, la disponibilité des aliments sur les marchés reste globalement stable, soutenue par les importations commerciales.

Il faut rappeler que selon les dernières données de 2022-2023, 81 mille personnes au pays, soit, 17% de la population était dans la phase de pression, environ 40 milles, soit, 8%, déjà dans la phase de crise alimentaire et environ 1% dans la phase d'émergence alimentaire ”.

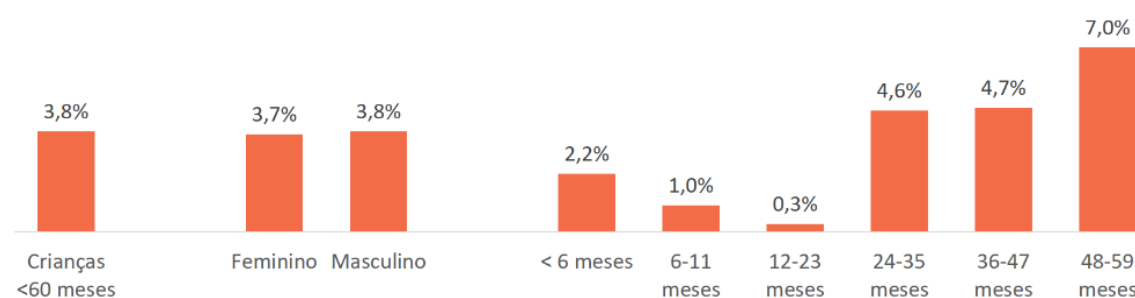
Tableau 6 : Prévalence de la malnutrition chronique, de la malnutrition aiguë, du surpoids et de l'obésité chez les enfants de moins de 5 ans

	Groupe d'âge			Sex	
	< 5 ans	< 24 mois	> = 24 mois	Féminin	Masculin
Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans (%)	12,6	12,8	12,5	11,0	14,1
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (%)	4,0	3,0	4,6	4,2	3,7
Prévalence du surpoids et de l'obésité (pré-obésité) chez les enfants de moins de 5 ans (%)	7,4	8,5	6,7	7,4	7,4

Source : SNSAN (IN-VANF 2024)

La prévalence de Pré-Obésité Nationale selon l'évaluation de poids par la hauteur/ Longueur, par sexe et tranche d'âge, pondérée par la distribution de la population.

Figure 21 : Prévalence de malnutrition aigüe nationale, par sexe et par tranche d'âge

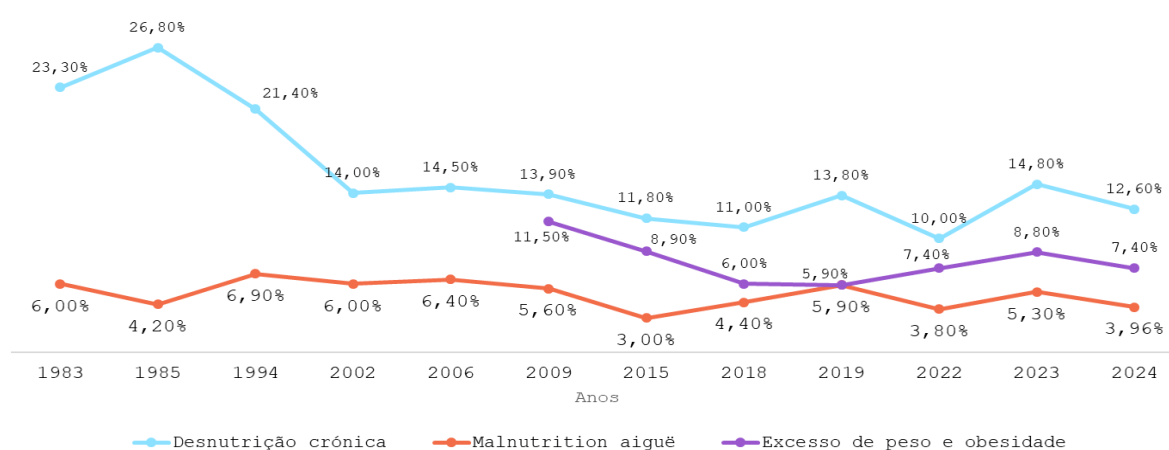


Source : IN-VANF 2022

La prévalence est en baisse au niveau national [2,5-5% (, OMS)

- Diminue dans les premiers 24 ans et commence à augmenter de 24 et 59 mois ($p < 0,05$)
- sans différence entre sexe

Figure 22 : Évolution de la prévalence et des différentes formes de malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans 1983-2024



Source : IN-VANF 2024

Aussi, selon l'enquête, 32% des familles capverdiennes n'ont pas de capacité financière suffisante, 7,4% de la population infantile à moins de cinq ans souffre d'obésité.



Situation projetée : (juin-août 2026) : 33 000 personnes, soit 6,5 % de la population, pourraient être confrontées à une situation de "crise".

Recommandations :

- Fournir un soutien aux familles en situation de crise alimentaire (phase 3) par une aide alimentaire immédiate ;
- Renforcer la résilience des familles vivant dans les zones périurbaines des principaux centres urbains du pays (Mindelo et Praia) ;
- Renforcer la résilience des familles affectées par la tempête Erin à São Vicente, ainsi que des familles des communes de São Miguel, Santa Cruz et Tarrafal qui ont subi des dommages ;
- Protéger et renforcer les moyens de subsistance en soutenant les activités productives de la campagne agricole 2025- 2026, notamment en ce qui concerne la capacité de stockage du fourrage ;
- Renforcer l'engagement national des membres de la cellule d'analyse relatif à la fourniture de données méthodologiquement solides et actualisées, en particulier la pêche et les statistiques agricoles.

Le Cabo Verde, en tant que pays insulaire, fait face à des défis spécifiques, notamment logistiques et en termes d'expertise technique, communs à de nombreuses nations insulaires. Toutefois, il excelle dans des domaines tels que la protection sociale, avec des programmes intégrés et cohérents, souvent étendus à sa diaspora.

Dans cette perspective, la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Cabo Verde dans le Plan National de l'Alimentation et Nutritionnel 2021-2025, fixe comme objectif général de contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population à travers la promotion des habitudes alimentaires saines et adéquates.

Spécifiquement le PNAN propose.

- a) Assurer des processus permanents d'Éducation Alimentaire et Nutritionnelle (EAN) et de promotion d'une alimentation adéquate et saine pour la population en général, et en particulier pour les enfants, les adolescents, les femmes enceintes, les mères allaitantes, les malades chroniques et les personnes âgées ;

- b) Garantir la prévention et le traitement des troubles nutritionnels, en particulier l'anémie et l'obésité ;
- c) Renforcer les politiques qui promeuvent, protègent et soutiennent la consommation d'aliments sûrs et sains ;
- d) Renforcer le cadre institutionnel et légal pour garantir l'équité d'accès aux services de nutrition pour la population ;
- e) Renforcer le système de surveillance alimentaire et nutritionnelle et son intégration dans le Système National d'Information Sanitaire et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Les principales orientations concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont les suivantes :

- a) Une alimentation adéquate comme droit humain ;
- b) La sécurité alimentaire et nutritionnelle comme responsabilité publique ;
- c) L'universalité et l'équité dans l'accès à des services nutritionnels de qualité ;
- d) La mise en œuvre d'activités fondées sur des données scientifiques ;
- e) La décentralisation de la prestation de soins à différents niveaux de soins ;
- f) La transparence dans la gestion et l'utilisation des produits ;
- g) La promotion de systèmes alimentaires durables ;
- h) Le partenariat et la complémentarité entre les secteurs et les acteurs de l'alimentation et de la nutrition ;
- i) La prise en compte des questions de genre et l'inclusion des personnes handicapées ;
- j) La promotion d'un programme de qualification des ressources humaines visant à valoriser les professionnels et à développer leurs compétences professionnelles, sociales et personnelles ;
- k) L'Analyse des résultats de l'enquête sur la consommation alimentaire.

3.1. Examen de la Déclaration et des engagements de Maputo, Malabo et Kampala

En août 2025 le Cabo Verde a soumis son Rapport d'examen biennal du pays sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles de la Déclaration de Malabo, comme le



seul système de suivi et évaluation basé sur la Déclaration MALABO. Le Rapport donne la situation du pays quant aux principaux programmes pays, cibles et indicateurs, notamment :

CP 1,1 Processus PDDAA pays

CP 2.1i Dépenses publiques pour l'agriculture : Parallèlement aux investissements à travers des programmes et des projets, lors de la mise en œuvre du budget général de l'État au cours de la période 2023 et 2024, des mesures de politique d'incitation fiscale ont été prévues dans le secteur agricole, dans un montant estimé de 400 000 000,00 ECV (0,46% du budget de 2024).

Dans le secteur de la pêche, des mesures suivantes ont été prévues : l'exonération des droits de licence de pêche pour les navires de pêche artisanale jusqu'à 5 tonnes et des avantages fiscaux pour l'application du régime d'affrètement des navires de pêche.

PC 3.1iii Accès aux intrants et technologies agricoles :

PC 3.2iii Productivité agricole :

PC 3.5i Sécurité alimentaire et nutrition : Le Plan National d'Alimentation et de Nutrition 2021-2025 a été élaboré, avec pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel et sanitaire de la population à travers la promotion d'habitudes alimentaires saines et adéquates.

PC 3.7 Étendre la bio-fortification en Afrique : ;

CP 4.1iii PIB agricole et réduction de la pauvreté.

3.2. Sécurité Alimentaire et défis de l'intégration régionale

Pour le Cabo Verde l'intégration économique régional dans la CEDEAO et même l'intégration dans la perspective de la ZLECAF peut garantir une meilleure accessibilité et disponibilité à des produits alimentaires. Le Cabo Verde, en tant que pays insulaire, fait face à des défis spécifiques, notamment logistiques et en termes d'expertise technique, communs à de nombreuses nations insulaires. Toutefois, il excelle dans des domaines tels que la protection sociale, avec des programmes intégrés et cohérents, souvent étendus à sa diaspora. Cette performance en fait un modèle pour la région.

Au niveau sous-régional, la sous-alimentation dans la CEDEAO reste un défi majeur : près de 141 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté (moins de 2,15 USD/jour en 2023), et une part importante de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique, aggravée par les crises économiques, climatiques et politiques. Les principaux facteurs aggravant la situation la situation sont :

- Pauvreté généralisée : La majorité vit sous le seuil de pauvreté, limitant l'accès à une alimentation suffisante.
- Chocs climatiques : Sécheresses, inondations et variabilité climatique affectent la production agricole.
- Instabilité politique : Les tensions régionales, comme le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO, fragilisent la coopération et la sécurité alimentaire.
- Dépendance aux importations : Les pays importent une part importante de leurs denrées alimentaires, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux.

Face à la fréquence accrue des chocs climatiques, aux chocs mondiaux sur les prix et la sous-alimentation, les défis suivants à relever au niveau régional sont considérés dans la stratégie pays pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Cabo Verde.

- Renforcer la production locale pour réduire la dépendance aux importations.
- Investir dans l'irrigation et les infrastructures rurales pour stabiliser la production.
- Améliorer la coopération régionale malgré les tensions politiques.

Pour le Cabo Verde la coopération et l'intégration régionale ont un rôle stratégique pour faire face aux défis de sa vulnérabilité. Le pays est engagé dans les programmes régionaux dans le cadre de l'ECOWAP, comme Programme national d'investissement agricole. Aussi le pays s'engage dans le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) qui a été adopté par les Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union Africaine en 2003 et dans les principes de dialogue qui visent à stimuler et élargir l'adoption des meilleures pratiques qui faciliteront l'évaluation comparative ainsi que l'apprentissage mutuel pour finalement relever la qualité et la cohérence des politiques et stratégies de l'État dans le secteur agricole.



La stratégie pays pour la SAN prend en compte les initiatives régionales suivantes :

- Programme régional de sécurité alimentaire (CEDEAO, UEMOA, CILSS) : vise à harmoniser les politiques agricoles et renforcer la résilience.
- Commerce intrarégional : L'augmentation des échanges agricoles entre pays de la CEDEAO peut améliorer la disponibilité alimentaire et réduire la sous-alimentation.
- Filets sociaux : Programmes de transferts monétaires et subventions alimentaires pour les populations vulnérables.
- Diversification des sources de revenus pour réduire la vulnérabilité des ménages.

3.3. Analyse SWOT de la politique de sécurité alimentaire et de l'architecture institutionnelle au Cabo Verde

Ce sous-chapitre traite l'Analyse SWOT et des défis majeurs de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Cabo Verde.

L'analyse des forces et faiblesses, opportunités et menaces ou SWOT est faite sur le tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Analyse SWOT de la politique de sécurité alimentaire

Forces	Faiblesses
Au niveau institutionnel Existence du CNSA et tenue régulière de ses instances ; Existence du stock national de sécurité alimentaire (SNS) ; Existence du Système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de structures de production de statistiques commerciales ; Existence d'acteurs organisés aux différents maillons du secteur ; Existence de structures de contrôle et de suivi des marchés et des prix ; existence de cadres réglementaires ; Existence d'outils de planification et des outils de gestion des crises alimentaires et nutritionnelle ; Au niveau Politique	Niveau institutionnel : - - - - - Inadéquation de l'ancrage institutionnel ; Faible synergie des acteurs ; Dysfonctionnement des cadres de concertation (régionale, provinciale et départementale) ; Faible appropriation des outils de gestion et de planification ; Absence de production régulière de statistiques sur les productions ; Prise en compte insuffisante des questions de nutrition dans certains programmes et politiques de développement nationaux et locaux ; Au niveau politique : Insuffisance de la vulgarisation Agricole et technologique due au caractère directif de son encadrement ;

Prise en compte de la SAN dans les politiques nationales de développement ; Mise en œuvre de la décentralisation et meilleure prise en compte des dimensions régionales et locales de la sécurité alimentaire ; Le respect de l'engagement des états à consacrer 10 % du budget national à l'Agriculture) Niveau économique : Existence d'un nombre important de projets et programmes mis en œuvre dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; Adhésion et soutien effectif des politiques et des PTF aux projets et programmes ; - existence de pôles de croissance ; Existence disponibilité budgétaire d'Appui à la Sécurité Alimentaire Existence au pays des banques alimentaires organisées par la société civile	Concentration des interventions des partenaires dans certaines zones ; Transfert de compétences sans les transferts concomitants de ressources aux collectivités territoriales ; La faible prise en compte de la protection sociale dans les politiques et stratégies de sécurité alimentaire ; Insuffisance de ressources allouées à l'appui conseil aux producteurs Niveau économique : Insuffisance de financement de la nutrition ; Faibles disponibilités de terre arable ; Contribution insuffisante des acteurs nationaux (État et Privés) au financement de la SAN Difficultés d'accès aux crédits pour les producteurs ; Faible approvisionnement de certains fonds d'Appui à la Sécurité Alimentaire
Opportunités	Menaces
Niveau institutionnel : Existence de structures de recherche Existence d'organes supranationaux sur la résilience Niveau politique : Adhésion du Cabo Verde aux instruments internationaux et régionaux favorables à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; Existence de mesures incitatives à la valorisation des produits (transformations, foires, salons, journées promotionnelles, etc.) ; Adhésion des partenaires au dispositif et leur participation aux différentes instances ; Existence du TEC / CEDEAO ; Disponibilité des PTF à accompagner les actions de résilience ; Niveau économique :	Niveau institutionnel : - faible articulation institutionnelle ; Niveau politique : Dégradation du contexte sécuritaire ; Niveau économique : Forte dépendance de financement extérieur ; - vente de produits avariés / périmés ; Instabilité de connectivité maritime et aérienne inter-illes



Existence de marché sous régional porteur (niébé, sésame, oignons, maïs, animaux et produits forestiers non ligneux) ; - forte mobilisation des PTF autour du financement du PNDES ; - faible niveau de fluctuation des prix des céréales sur les marchés (constitution/reconstitution/déstockage).

Création d'une réserve régionale dans l'espace CEDEAO d'un volume de 411 000 tonnes et d'un stock financier ;

Existence de textes régissant la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO et la perspective ZLECA



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les analyses menées confirment des performances économiques assez significatives du Cabo Verde dès 2022 ; le tourisme y ayant contribué énormément. Toutefois, des vulnérabilités structurelles persistent, notamment le niveau élevé de la dette publique, les risques liés aux entreprises d'État et un modèle de croissance centré sur le tourisme. Les perspectives sont favorables, mais soumises à des risques, principalement liés à la performance des entreprises d'État, aux incertitudes globales et au changement climatique.

Les principaux risques sont identifiés pour l'exercice du budget 2026 :

- Risques macroéconomiques ;
- Risques associés à la dette publique ;
- Risques associés aux entreprises publiques et avec participations de l'État ;
- Risques des changements climatiques.

Les défis nationaux comprennent l'inadéquation des compétences sur le marché du travail, les coûts élevés de l'électricité et du transport entre les îles de l'archipel, ainsi que la nécessité de poursuivre les efforts visant à formaliser le secteur informel. Le pays concentre l'essentiel de son commerce externe avec l'Europe (80%), enregistrant des échanges dans cadre de la CEDEAO seulement autour de 2% ; alors que pour le Cabo Verde l'intégration économique régionale dans la CEDEAO et même l'intégration dans la perspective de la ZLECAF peuvent garantir une meilleure accessibilité à des produits alimentaires.

Le Cabo Verde, en tant que pays insulaire, fait face à des défis spécifiques, notamment logistiques et de connectivité au niveau interne avec l'extérieur et aussi en termes d'expertise technique, communs à de nombreuses nations insulaires. Quant au sujet de l'étude, la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, les défis de la sécurité alimentaire au développement socio-économique de Cabo Verde, se situent aussi en général, à trois niveaux, à savoir : Les défis de la fréquence accrue des chocs climatiques, les chocs mondiaux sur les prix et la sous-alimentation. En qualité de pays insulaire, le Cabo Verde fait face à des défis spécifiques d'ordre logistique et d'expertise technique.



Pour maintenir les progrès et réduire la vulnérabilité, le gouvernement cap-verdien a fixé des objectifs correctifs, notamment continuer à :

- Améliorer la gouvernance et les opérations des entreprises publiques, en accordant une attention particulière aux entités publiques récemment créées.
- Maintenir la discipline fiscale tout en réalisant des investissements publics à fort impact.
- Approfondir la diversification économique, y compris dans des secteurs tels que l'économie bleue et numérique.
- Promouvoir des politiques inclusives, en particulier des stratégies sensibles au genre qui élargissent les opportunités pour tous.

Concernant la SAN, les objectifs de l'ENSAN 2035 nous semblent très adéquats et à même de permettre au pays d'atténuer les sérieuses limitations concernant la surface cultivable, imposées par sa géographie insulaire, sa topographie montagneuse et ses conditions climatiques défavorables.

Néanmoins le pays doit envisager des investissements majeurs dans les engagements de Maputo et de Malabo, notamment en ce qui concerne les investissements agricoles pour atteindre 10 % ciblés du budget national et le renforcement de la coopération et intégration régionale et développer avec la CEDEAO des initiatives et investissements dans la connectivités et accès aux marchés régionales. Pour le Cabo Verde la coopération et l'intégration régionale jouent un rôle stratégique dans la résolution des défis liés à sa vulnérabilité.

RÉFÉRENCES

BCV, 2024, Rapport de la stabilité Financière, RELATÓRIO DE ESTABILIDADE FINANCEIRA 2024

BCV, 2024, Rapport du Système de Paiements, Relatório de Sistema de Pagamentos 2024.pdf

BCV, 2024, Rapport sur l'Etat de l'Economie), bcv.cv/SiteCollectionDocuments/2025/REE 2024-pub 2.pdf

BCV, 2024, Rapport sur l'État de l'Economie, bcv.cv/SiteCollectionDocuments/2025/REE 2024-pub 2.pdf

BCV, octobre 2025, Rapport de la Politique Monétaire,
<https://www.bcv.cv/SiteCollectionDocuments/2025/RPM%20Outubro%202025.pdf>

BCV, octobre 2025, RPM,
<https://www.bcv.cv/SiteCollectionDocuments/2025/RPM%20Outubro%202025.pdf>

CEDEAO, 2022, Etude diagnostique de l'état de mise en œuvre des PNIA et de leurs systèmes de suivi et d'évaluation dans les pays membres de la CEDEAO

Conseil des Finances Publiques (CFP), 2025, Microsoft Word - Relatorio - Previsoes Macroeconomicas POE-2026 - vf_Parecer 2-2025.docx

Conseil des Finances Publiques (CFP), 2025, Microsoft Word - Relatorio - Previsoes Macroeconomicas POE-2026 - vf_Parecer 2-2025.docx

https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp571_e.htm

INE, 2022 Recensement général de la population et de l'habitation de 2021

INE, Comptes nationaux 2020 - 2024

INE, Statistiques de commerce externe 2024

MAA, 2018, Programme national d'investissement agricole, sécurité alimentaire et nutritionnelle



MAA, 2025, Rapport d'examen biennal du pays sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles de la Déclaration de Malabo

MAA, CNSAN (Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle), **2022, 2025**, *Inquérito Nacional sobre a Vulnerabilidade Alimentar, e Nutricional das Famílias*

PEDS II

Rapport de Stabilité Financière, RELATÓRIO DE ESTABILIDADE FINANCEIRA 2024

WTO, 2025, Cabo Verde Trade Police review,

https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp571_e.htm

101, Yakubu Gowon Crescent,
Asokoro District, P.M.B 401,
Abuja, Nigeria

www.ecowas.int

ISBN 978-978-61827-1-1



9 789786 182711